



**Tebboune
préside
aujourd'hui
un Conseil
des ministres**

P.3



L'ÉDITORIAL D'EL DJEICH N° 704
DE MARS 2022

**«L'Armée, soupape
de sécurité de l'Algérie,
ciblée par des officines »**

P.16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 13 MARS 2022 // N°261 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

« POUPÉES RUSSES »,
« OMBRES CHINOISES »,
TENSIONS EN LIBYE
ET DOSSIER SAHARA

**Une nouvelle
carte se déroule-
t-elle sous nos
yeux ?**

P.3



LA SOUS-SECRETÉNAIRE D'ETAT
ENCENSE LES RELATIONS
ALGÉRO-AMÉRICAINES

**Quel constat
faire de la
visite de Wendy
Sherman ?**

P.3



**«La Médaille
des Amis de la
Révolution » pour
le journaliste
italien Bernardo
Valli**

P.5



ENQUÊTE SUR LE PIRATAGE DU COMPTE
TWITTER DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Guerre dans l'espace cybernétique



- La mission a été confiée au service cybercriminalité de la police judiciaire
- Une succursale marocaine de l'Unité 8200, fournisseur de hackers

P.3



LES PRIX SERONT
SUBVENTIONNÉS SUR
INSTRUCTION DU PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE

**Vente
aujourd'hui
des billets
du match
Cameroun-Algérie**

P.16



LE GÉNÉRAL LAURENT MICHON, COMMANDANT DE BARKHANE : «LA FRANCE NE QUITTERA PAS LE SAHEL»

La force française Barkhane qui quitte le Mali restera toujours au Sahel pour répondre aux ordres de l'autorité politique française, a déclaré lors d'une conférence de presse à Ouagadougou, le Général Laurent Michon, Commandant de Barkhane. S'exprimant devant des journalistes burkinabè et étran-

gers, l'officier supérieur français a souligné que : "nous n'aurons jamais d'opérations au sol, en air avec les mercenaires russes. Nous resterons toujours dans la zone des trois frontières (Burkina, Mali, Niger) et dans d'autres, probablement la Mauritanie". Il a toutefois rejeté l'idée

d'un redéploiement de la force française au Burkina Faso ou au Niger. "C'est juste un maintien de la force française au Niger. Le redémontage du matériel au Mali va prendre 4 à 6 mois. Il se fera de façon progressive pour permettre à l'armée malienne d'occuper les zones qu'on occupait", a-t-il dit.

DERNIER LIVRE DE XAVIER DRIENCOURT : "L'ÉNIGME ALGÉRIENNE"

L'ancien ambassadeur de France à Alger revient dans ce livre sur la relation franco-algérienne marquée par l'histoire, la colonisation... Dans son livre, Driencourt a évoqué sa longue carrière diplomatique en Algérie. Ambassadeur de France à Alger de 2008 à 2012 et de 2017 à

2020, c'est le diplomate français qui aura passé le plus de temps en poste en Algérie. Il a également évoqué la nature des relations entre les deux pays marquée par l'histoire. Xavier Driencourt livre ici une analyse personnelle de l'Algérie "si proche de nous et pourtant si énigmatique",

dévoilant sa "complexité". Il revient aussi sur la relation franco-algérienne marquée la colonisation; les événements tragiques de 1962. Mais aussi sur l'immigration; les nombreux liens culturels; économiques; familiaux entre les deux rives de la Méditerranée.

COVID-19 : LE NOMBRE DE CAS EN AFRIQUE DÉPASSE LES 11,26 MILLIONS

LES QUATRE PAYS LES PLUS TOUCHÉS !

Le nombre total de cas confirmés de COVID-19 en Afrique s'est élevé à 11.263.286, a rapporté le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique). Selon cette agence de l'Union africaine spécialisée dans les services de santé, la pandémie a causé à ce jour 250.108

décès en Afrique, tandis que 10.535.035 patients ont guéri de cette maladie sur ce continent.

L'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie et la Libye figurent parmi les pays africains qui comptent le plus de cas sur le continent, selon le CDC Afrique. L'Afrique du Sud est le pays qui a enregistré

le plus grand nombre de cas de la maladie, avec 3.688.423 cas. L'Afrique australe est la région la plus touchée en termes de nombre de cas, suivie par les régions du Nord et de l'Est du continent, tandis que l'Afrique centrale est la région la moins affectée du continent, selon le CDC Afrique.

CNN: BEN SALMAN ANNULE SA VISITE EN CHINE À CAUSE D'UN APPEL DE BIDEN!

Le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salman a annulé son déplacement prévu fin février dernier en Chine en raison d'un appel téléphonique du président américain Joe Biden, a révélé CNN. Mohammed Ben Salaman devrait alors assister en Chine à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'hiver à Pékin du 4 au 20 février. Le ministère chinois des Affaires étrangères a expliqué que cette visite était annulée

pour « des raisons liées à l'agenda du prince héritier saoudien », selon toujours CNN. Plus tard, cette même chaîne de télévision américaine a précisé – citant deux sources bien informées – que « cette annulation était décidée en partie pour que Mohammed Ben Salman puisse assister à une conversation téléphonique entre son père le roi Ben Salman et le président américain Joe Biden ».

L'OMS RECOMMANDE À L'UKRAINE DE DÉTRUIRE LES "PATHOGÈNES DANGEREUX" DANS SES LABORATOIRES

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a « fortement recommandé » ce vendredi 11 janvier à l'Ukraine de détruire d'éventuels « pathogènes très dangereux » dans ses laboratoires, pour éviter tout risque de contamination de la population, à cause de la guerre qui fait rage dans

une partie du pays. « Les laboratoires devraient toujours tenir compte de la situation dans laquelle ils se trouvent et s'assurer qu'en cas de menace, il y a un moyen d'éliminer, en toute sécurité, les pathogènes qui se trouvent normalement dans tous ces pays pour des rai-

sons de santé publique, et ainsi éviter une fuite accidentelle », a souligné Tarik Jasarevic. La Russie accuse Washington et Kiev de gérer des laboratoires destinés à produire des armes biologiques en Ukraine, ce qui a été démenti par les deux capitales.

GUERRE EN UKRAÏNE : LA CHINE EST-ELLE PRÊTE À JOUER LE RÔLE DE MÉDIATEUR?

C'est à la Chine que se pose désormais la question de savoir si elle est prête à jouer un rôle réel et constructif de médiation. Certes, les sanctions économiques

imposées à la Russie par les Occidentaux et leurs alliés vont accélérer plus de rapprochement entre Moscou et Pékin. Selon les experts la première de ces questions est que la guerre en Ukraine est en passe de mettre fin à un équilibre mondial qui, par sa relative stabilité, a été le terreau du succès écono-

mique chinois au cours des dernières décennies. La seconde est que Xi Jinping n'a aucun intérêt à voir l'ordre international sombrer dans le chaos alors que se profile, à l'automne 2022, le XXe congrès du Parti communiste chinois au cours duquel il ambitionne de consolider durablement son pouvoir.

CONCOURS D'ACCÈS AUX INSTITUTS
DE FORMATION LES 23 ET 24 MARS :

Le démenti du Ministère des Affaires religieuses

Le Ministère des Affaires Religieuses et wakfs a démenti les informations relayées par certains médias et réseaux sociaux concernant l'organisation d'un concours national d'accès aux instituts de formation, fixé pour les 23 et 24 mars prochains...

Dans un communiqué rendu public vendredi, le ministère affirme que "certains médias ont indiqué aujourd'hui que le ministère organisera un concours national les 23 et 24 mars 2022 pour accès aux instituts de for-



mation au grade de professeur d'éducation coranique". Or, il s'agit, selon cette source d'un concours destiné aux étu-

dants des écoles coraniques et des zaouïas qui ont un niveau de scolarité de la deuxième année secondaire.

MOSCOU MET EN GARDE CONTRE LA CHUTE DE LA STATION SPATIALE INTERNATIONALE

Selon le patron de l'agence spatiale russe Roscosmos, le fonctionnement des vaisseaux russes ravitaillant l'ISS sera perturbé par les sanctions, affectant en conséquence le segment russe de la station, qui sert notamment à corriger l'orbite de la structure orbitale. Les sanctions occiden-

tales introduites contre la Russie pourraient provoquer la chute de la Station spatiale internationale, a affirmé hier, Dmitri Rogozine, le patron de l'agence spatiale russe Roscosmos, demandant leur levée, ont rapporté des médias. Selon lui, le fonctionnement des vaisseaux russes ravi-

taillant l'ISS sera perturbé par les sanctions, affectant en conséquence le segment russe de la station, qui sert notamment à corriger l'orbite de la structure orbitale. En conséquence, cela pourrait provoquer "l'amerrissage" ou "l'atterrissage" de l'ISS pesant 500 tonnes".

LES PRÉMISSSES D'UN SOULÈVEMENT D'AMPLEUR
IMPORTANTE INQUIÈTENT LES MAROCAINS

UNE GRANDE DÉFLAGRATION MENACE LE MAKHZEN

Gouvernement critiqué, hué et conspué, crise sociale aiguë, manifestations de plusieurs corporations de métiers, réveil de quatre cellules terroristes affiliées à l'Etat islamique, prêches incendiaires dans les mosquées contre les « dérives » du gouvernement Akhennouch... Tous les prémisses d'un soulèvement d'ampleur sont là, et qui inquiètent les responsables du royaume, qui tiennent,

selon nos sources, réunion après réunion. Dernière voix autorisée à s'exprimer sur les faits sociaux qui secouent le royaume (et que la presse proche du Plais tient cachée sous le boisseau), le membre dirigeant de l'Alliance de la fédération marocaine de gauche, Mohamed Sassi qui soutient que les actions de protestation qui secouent actuellement le pays "font craindre au régime en

place un soulèvement de grande ampleur". Selon lui, « 65 ans après son indépendance, le royaume n'a toujours pas surmonté les obstacles se dressant face au développement sur les plans économique, social et politique et les disparités sociales et régionales se sont amplifiées au Maroc, ce qui a divisé le pays en deux catégories, celle qui a tout et celle qui ne possède rien ».

LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE TSAHAL A RENCONTRÉ LE CHEF MILITAIRE QATARI À BAHREÏN POUR DISCUTER D'UNE COOPÉRATION

Le chef des Forces de défense israéliennes, Aviv Kochavi, a rencontré son homologue qatari lors d'une visite officielle à Bahreïn cette semaine, malgré les relations limitées entre les deux pays, a rapporté vendredi le site d'information saoudien Elaph. Selon le rapport, MM. Kochavi et Salem bin Hamad bin Mohammed bin Aqeel Al Nabit se sont entretenus de la coopération militaire entre les pays à la lumière des "récents

développements dans la région". Le rapport indique également que les deux hommes ont discuté de la possibilité pour le Qatar de rejoindre une alliance régionale contre l'Iran, en particulier en ce qui concerne la menace des drones. Ils ont également évoqué la possibilité de placer des "radars israéliens avancés" dans l'État du Golfe pour contrecarrer les drones et les missiles iraniens.

SOCIÉTÉS ÉCRANS,
GEEKS ET FAUX PAVILLONS

GUERRE DE DÉSINFORMATION DANS L'ESPACE CYBERNÉTIQUE

L'enquête menée actuellement au sujet du piratage du compte Twitter du ministère de la Justice révélera un coupable : les hackers marocains, regroupés en unités institutionnelles pour «faire le boulot».

L'affaire Pegasus nous a donné un avant-gout de la guerre de désinformation menée aujourd'hui dans l'espace cybernétique. Avec la guerre en Ukraine, les choses se sont amplifiées. Pratiquement tous les sites russes ont été bloqués ; la machine tentaculaire occidentale canalise, trie et diffuse toutes les informations concernant l'Ukraine, avec une proportion très importante de la propagande de guerre.

Le Maroc, on a failli l'oublier. S'appuyant sur la technologie israélienne en matière de guerre cybernétique, sociétés écrans, geeks et hackers israéliens soustraient au profit du Maroc dans la région maghrébo-sahélienne. L'Unité 8 200, service d'élite du renseignement israélien et fournisseur officiel de hackers, possède une succursale au Maroc et travaille d'arrache-pied. On sait que les vétérans de cette unité de renseignement militaire israélienne sont recrutés par les entreprises de cybersurveillance les plus performantes du pays. Un quart des salariés du groupe NSO, à l'origine du scandale Pegasus, viennent des rangs du Mossad. Propager des fake news, désinformer, noyauter et infiltrer sont devenus autant d'armes entre les mains des plus offrants. C'est ainsi qu'Israël a contaminé toute la région, principalement le voisin marocain, qui, pour contrer l'hégémonie de l'Algérie, est prêt à s'embarquer dans toutes les compromissions. Les centaines d'agents de l'Unité 8-200, ses «geeks», ses armées de hackers, ses sayanim et ses agents hautement qualifiés dans le pillage et la collecte de l'information ont «marchandisé» l'information, n'importe quelle information, qui est devenu un produit vendable, exportable et hautement stratégique pour «stériliser», neutraliser ou désarticuler Etats et individus ; les fake news les deep fakes ne sont qu'un petit aperçu du carnage provoqué dans l'univers informationnel d'aujourd'hui.

I.M.Amine

«POUPÉES RUSSES», «OMBRES CHINOISES»,
TENSIONS EN LIBYE ET DOSSIER SAHARA

Une nouvelle carte se déroule-t-elle sous nos yeux ?

La guerre en Ukraine est en train de dévoiler beaucoup de choses ; des plans inattendus aux menées de sous-sol, tout y est. A commencer par ces labos présentés par la Russie comme des sites américains de développement d'armes biologiques en Ukraine.

On savait de longue date que depuis de nombreuses années, des laboratoires ukrainiens et géorgiens s'essayent à transformer des virus et des bactéries en armes de guerre, mais on n'en savait rien des applications ni des objectifs. On serait tentés de croire qu'il s'agit d'une propagande de guerre russe n'eût été la confirmation des faits par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui, suivant des médias occidentaux, a recommandé à l'Ukraine de détruire les agents pathogènes à haut risque présents dans les laboratoires de santé publique du pays, afin d'éviter une fuite de germes causée par la guerre et de mettre en danger la santé de la population. A la lumière de la révélation récente par l'armée russe d'un programme biologique militaire financé par les États-Unis en Ukraine, la communauté internationale s'est interrogée : quels sont les buts inavoués de ces agissements américains ? Le temps seul apportera les réponses exactes. Suivant le film de la guerre, on sait aussi que les visées russes dépassent de loin le Donbass pour se projeter surtout plus au sud, la Crimée, qui offre des débouchés stratégiques sur les mers chaudes. La Chine a aussi, derrière le bras-de-fer



Russie-Otan, en tête d'annexer Taiwan à ses terres. Pour le moment, la guerre peut lui servir encore de marchepied. Soit en se présentant comme le bon et puissant médiateur ; soit encore en devenant l'unique fournisseur des Russes, si les sanctions deviennent effectives, ce qui reviendrait à dire que Moscou serait de ce fait l'obligée de Pékin ; soit enfin en attendant que les ressources des belligérants s'épuisent si la guerre s'inscrit dans le temps. Autant de possibilités qui ouvrent de nouveaux champs d'application de stratégies des puissants. Tout étant lié à tout, la Libye s'agite, avec des parades paramilitaires aux alentours de Tripoli. La récente tentative de prendre la capitale par des moyens détournés (Haftar mettant Bachagha sur un piédestal), confirme que les manœuvres

en Libye intéressent les puissants au plus haut degré. De même que le dossier sahraoui qui s'est imposé lors du dernier Sommet de Bruxelles comme un dossier qui attend verdict de la communauté internationale. En s'abstenant de voter contre la Russie, le Maroc se donne du crédit envers Moscou, et, sait-on jamais, une carte en main en plus vaut mieux qu'une carte en moins. Comme on le voit distinctement, tout pour le moment s'articule autour de cette réalité : détenir le plus d'atouts en main pour en user en temps opportun. Le magma ukrainien n'a pas encore dévoilé tous ses secrets ? Aussi, restons à l'écoute, ouvrons les yeux, et demain, les dernières pièces du puzzle nous offrirons une vue d'ensemble plus juste pour apprécier à sa valeur la carte qui se déroule sous nos yeux.

F. O.

LA MISSION A ÉTÉ CONFIEE AU SERVICE CYBERCRIMINALITÉ
DE LA POLICE JUDICIAIRE

Enquête sur le piratage du compte Twitter du ministère de la Justice

Le parquet de la République près le tribunal de Bir Mourad Rais a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire sur l'incident de piratage, vendredi, du compte twitter du ministère de la Justice, a indiqué, la cour d'Alger. «Suite au piratage du compte Twitter du ministère de la Justice, vendredi 11 mars 2022 et en application des dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, le Parquet général de la cour d'Alger tient à informer l'opinion publique que le

parquet de la République près le tribunal de Bir Mourad Rais a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire pour investiguer sur cet incident». La mission d'investigation a été confiée «aux services de la police judiciaire spécialisés dans la lutte contre la cybercriminalité», précise la même source. «L'opinion publique sera informée des résultats des investigations en temps voulu», a ajouté le Parquet général.

I. M.

L'édito

■ Par Zahir
Mehdaoui



Des comportements irresponsables

En dépit des assurances du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, qui a indiqué que l'Algérie dispose d'un stock de sécurité en céréales qui lui permet de satisfaire tous les besoins des citoyens de manière régulière, jusqu'à la fin de l'année en cours, c'est le rush ces jours-ci sur les magasins d'alimentation générale et les dépôts et points de vente de semoule.

Le spectacle des files d'attente pour se procurer de la semoule est quasi quotidien. Tout le monde cherche à se constituer des réserves non seulement en semoule mais aussi en autres denrées alimentaires, provoquant ainsi des ruptures de stocks chez plusieurs distributeurs. Cet affolement qui s'est emparé des consommateurs trouve son origine dans les rumeurs incessantes qui circulent sur les inévitables conséquences de la guerre entre la Russie et l'Ukraine sur l'économie mondiale en général et sur l'économie nationale en particulier. Quatrième importateur de blé au niveau mondial, l'Algérie importe des quantités de blé justement auprès de la Russie et de l'Ukraine, ce qui constitue un bel argument pour alimenter les folles rumeurs sur le devenir du marché algérien qui dépend essentiellement de l'étranger. Le climat de panique créé actuellement par les rumeurs provoque chez les consommateurs une frénésie de stockage et d'accumulation et génère de la spéculation et une déstabilisation dans les circuits d'approvisionnement. Le rush actuel notamment sur la semoule prouve encore une fois que les Algériens sont conditionnés par la rumeur. Il suffit que n'importe quel quidam jette dans la rue ou sur les réseaux sociaux une rumeur sur le manque d'un produit quelconque sur le marché que des cohues se forment pour s'en procurer. Cette situation si elle venait à se prolonger va créer du désordre surtout que le Ramadhan, mois de la surconsommation, est à nos portes.

Car, si actuellement la semoule et autre denrées alimentaires sont disponibles en quantité suffisante et peuvent couvrir toute l'année 2022, les comportements irresponsables des consommateurs vont finir par provoquer de graves dysfonctionnements dans le système des approvisionnements. Les pouvoirs publics, les associations et les médias sont tenus de rassurer les consommateurs. D'abord, il faut démentir et couper court aux rumeurs. Laisser des rumeurs gonfler en cette période de crise mondiale, aura de graves conséquences. Aussi est-il nécessaire de lancer dès maintenant des campagnes de sensibilisation pour convaincre les citoyens à rationaliser leurs achats afin de garantir la disponibilité des produits et la stabilité des prix.

Z. M.

LA SOUS-SECRÉTAIRE D'ETAT A ESTIMÉ QUE LES RELATIONS ALGÉRO-AMÉRICAINES
SONT LARGES ET PROFONDES»

Quel constat faire de la visite de Wendy Sherman ?

Les relations algéro-américaines sont "larges et profondes", a affirmé la Sous-secrétaire d'Etat américaine, Wendy Sherman, à l'issue de sa visite en Algérie, soutenant que les deux pays aspirent à renforcer davantage leur coopération économique, exprimant la volonté des deux pays d'«accroître leur coopération commerciale et économique» et «approfondir davantage leurs relations» Les mots n'ont pas été assez puissants chez Wendy pour exprimer sa rencontre

avec le chef de l'Etat, qualifiée de «très productive», affirmant aussi que Tebboune lui «a fait part de ses plans pour créer plus d'emplois et diversifier l'économie algérienne dans des secteurs stratégiques, notamment l'agro-industrie, les technologies de l'information et de la communication et l'énergie propre». S'inscrivant dans le sillage de la guerre en Ukraine, cette visite ne peut être décryptée en dehors de son contexte. Enlisé dans ses soucis économiques, le

président américain Biden cherche des appuis dans toutes les «sphères d'influence» russes, y compris l'espace maghrébo-sahélien. Les Etats Unis ont été débordé par la présente guerre, et quoi qu'on en dise, ils n'en connaissent pas l'aboutissement d'avance, mais savent que le risque qu'ils encourent est qu'elle se termine avec une redistribution des cartes qui ne leur serait pas favorable...

I.Med

LES AE ET L'AMBASSADE DE FRANCE EN ALGÉRIE LANCENT UN PROGRAMME DE PARTENARIAT

PROFAS C+ POUR FACILITER LA CO-CONSTRUCTION DE PROJETS INSTITUTIONNELS ENTRE ENTITÉS PUBLIQUES

L'Ambassade de France en Algérie et le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger de la République algérienne lancent un appel à manifestation d'intérêt dans le cadre du programme de partenariat institutionnel PROFAS C+.

Selon un communiqué de l'Ambassade de France en Algérie, l'appel à manifestation d'intérêt est un outil du programme PROFAS C+ précédant l'appel à projets (prévu le 17 avril 2022) et visant à faciliter la co-construction de projets de partenariats institutionnels entre entités publiques françaises et algériennes en vue de répondre à l'appel à projets PROFAS C+.

« En soutenant les partenariats institutionnels entre entités publiques françaises et algériennes, PROFAS C+ permet, par le biais d'un co-financement, la réalisation de projets structurants de modernisation des activités et des organisations du secteur public, de part et d'autre de la Méditerranée. Il met à disposition des institutions publiques algériennes une expertise française à même de répondre le plus efficacement à des problématiques de politique publique », indique-t-on.

L'Appel à Manifestation d'Intérêt (A.M.I) se conçoit comme un outil de dialogue entre les partenaires et, si nécessaire, comme une phase d'amorçage de la relation entre les partenaires des deux pays. Il s'inscrit dans le cadre des priorités sectorielles portées par les différents ministères concernés et permet d'aider les porteurs de projets à soumettre un projet éligible à l'appel à projet PROFAS C+ (prévu le 17 avril 2022). Un séminaire d'information au sein de l'Institut Diplomatique et des Relations Internationales (IDRI) sera proposé le 10 mars 2022.

M.Emad-Eddine

SIGNATURE DE CINQ CONTRATS DE PARTENARIAT ET 25 ACCORDS PRÉLIMINAIRES AU SALON AFRICAIN DES AFFAIRES

Les rencontres en B-to-B, un vivier d'opportunités d'investissement et d'échanges commerciaux

Cinq contrats de partenariat et 25 accords préliminaires ont été signés par des opérateurs économiques algériens et leurs homologues de pays africains en marge du Salon africain des affaires qui s'est clôturé vendredi à Oran, a-t-on indiqué dans un communiqué des organisateurs de l'évènement.

Par Zakaria Sofiane Loutari

« Les rencontres entre des hommes d'affaires algériens et les délégations de pays africains, les ambassadeurs notamment, se sont soldées par la signature de cinq contrats officiels de partenariat et de 25 accords préliminaires, en attendant l'étude des modalités pratiques de leur réalisation entre les parties contractantes », a-t-on souligné. L'exposition, qui s'est tenue trois jours durant en marge du salon, a connu « une forte affluence » des visiteurs, hommes d'affaires et chefs d'entreprises algériens notamment, pour s'informer des possibilités d'établir des partenariats avec leurs homologues des pays africains participants, a-t-on noté. Les secteurs de l'exploitation minière,

B2B meetings



de la transformation et de l'entreprenariat dans le domaine des grands travaux publics, ont été au cœur des rencontres organisées dans le cadre de ce salon, ont indiqué les organisateurs du Salon dans leur communiqué, faisant savoir que les participants ont également évoqué les entraves à la mise en place

d'un système économique africain intégré. Les rencontres en B-to-B entre les ambassadeurs de pays africains en Algérie et les opérateurs économiques algériens ont été, par ailleurs, une occasion d'identifier différentes opportunités d'investissement et d'échanges commerciaux, a-t-on relevé. La pre-

mière édition du Salon africain des affaires a enregistré la participation des représentations diplomatiques de 17 pays africains, accompagnés de représentants d'institutions et entreprises de ces pays, ainsi que d'une cinquantaine d'opérateurs économiques algériens.

Z. S. L.

IMPORTATIONS POUR LA REVENTE EN L'ÉTAT :

Des documents supplémentaires dans le dossier d'importation à compter d'aujourd'hui

Importations pour la revente en l'état : des documents supplémentaires dans le dossier d'importation à compter de dimanche prochain

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a informé les opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation de matières premières et de marchandises destinées à la revente en l'état, que le dossier d'importation doit comporter, à partir de dimanche prochain, des documents supplémentaires. « Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations informe l'ensemble des opérateurs économiques activant dans le domaine

de l'importation de matières premières, de produits et de marchandises destinés à la revente en l'état, qu'outre les documents constituant le dossier d'importation et devant être déposés au niveau des inspections frontalières, le dossier doit inclure d'autres documents à compter du 13 mars 2022 », indique le ministère dans un communiqué publié sur sa page Facebook et repris par l'agence APS. Désormais, il faudra fournir « une copie du certificat de conformité aux conditions et modalités d'exercice de l'activité d'importation des matières premières, des produits et des marchandises destinés à la revente en l'état, une

copie de la facture domiciliée, en plus d'une copie de la liste de colisage en cas d'importation de cargaisons non-homogènes », note la même source.

Ces mesures viennent en application des dispositions de l'article 30 de la loi 09-03 relative à la protection du consommateur et à la répression de la fraude ainsi que l'article 03 du décret exécutif 05-467 fixant les conditions et les modalités de contrôle aux frontières de la conformité des produits importés, « dans le but d'encadrer les importations et d'assainir l'activité du commerce extérieur des pratiques illégales », conclut la publication.

I. M.

CHANTIER NAVAL D'AZZEFFOUN :

1ère opération d'exportation de bateaux de pêche

Deux embarcations de pêche construites par une société algérienne, qui seront livrées incessamment à la Mauritanie, ont été présentées jeudi, au niveau du chantier naval

d'Azeffoun à 70 km au nord-est de Tizi-Ouzou.

Selon le représentant du ministère de la pêche et des productions halieutiques, Amar Belassel, cité par l'agence APS, il

s'agit de deux embarcations réalisées en fibre de verre, de 14 mètres de long, de type « petit métier », fabriquées par la Société Algeria-Koréa marine service (SARL SAKOMAS, de

droit privé), qui seront acheminées, dans quelques jours, vers la Mauritanie, via le port d'Alger.

Lors de sa prise de parole au niveau du chantier naval de Sakomas, à l'occasion de la présentation de ces deux bateaux destinés à être exportés, ce directeur central a indiqué « qu'il s'agit de la première opération d'exportation de ce type de produit à l'échelle nationale ».

Belassel a rappelé que cette opération qui rentre dans le cadre de la stratégie du gouvernement portant diversification de l'économie nationale et visant à encourager les entreprises algériennes d'aller vers l'exportation, devait être concrétisée au printemps 2020,

mais elle a été retardée à cause de la pandémie du Covid-19.

La présentation des bateaux étant la première étape de la démarche d'exportation, elle sera suivie par leur acheminement, par voie terrestre au port d'Alger afin d'être exportés vers la Mauritanie par voie maritime, en mettant à profit la nouvelle ligne maritime Alger-Nouakchott, selon Sakomas.

Selon la fiche technique des deux embarcations, il s'agit de deux bateaux de 14 m d'une vitesse de 16 nœuds, dotés, entre autres, d'un réservoir d'eau douce d'une capacité de 600 litres, d'une timonerie, de 9 calles de poissons d'une capacité totale de 10m3 et d'un réservoir de gasoil de 1000 litres.

I. M.

ÉLECTRICITÉ :

Sonelgaz étudie un projet de câbles sous-marins vers l'Espagne et l'Italie

La direction de la Sonelgaz a tenu, hier jeudi dernier, une réunion, présidée par le PDG du groupe, Mourad Adjal, afin de discuter d'un nouveau projet d'exportation d'électricité vers l'Italie et l'Espagne.

Le président-directeur général de Sonelgaz, Mourad Adjal, a

supervisé les travaux d'une réunion consacrée à la présentation du projet de réseau électrique interconnecté avec l'Italie et l'Espagne (le câble sous-marin), a indiqué hier le groupe Sonelgaz dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

Au cours de la réunion, la direction exécutive de la stratégie et de la prospective au niveau de Sonelgaz a fait une présentation du projet, en présence de plusieurs membres de l'équipe dirigeante de l'entreprise, selon le même communiqué. I.M./avec APS

MATÉRIEL INFORMATIQUE ET TECHNIQUE

Les professionnels du secteur souhaitent une révision des nouvelles taxes

Rappelant avoir saisi en août 2020 le chef du gouvernement, le Groupement des acteurs algériens du Numérique (GAAN) a réitéré son appel pour la révision radicale des nouvelles taxes douanières sur les colis postaux dans le cadre du e-commerce, en ce qui concerne le matériel informatique et tous les équipements techniques et leurs accessoires, ainsi que sur les logiciels utilisés dans le domaine du numérique.

Par Zacharie S. Loutari

La GAAN avance dans sa démarche l'argument qui fait que ces taxes, du reste très élevée entraineront automatiquement une hausse des produits numériques et des micro-ordinateurs, ce qui ce va même contre les objectifs du Gouvernement et les efforts du président de la République visant l'accélération de l'opération de numérisation dans le pays et le soutien aux start-up activant dans le domaine du numérique et de l'économie de la connaissance.

Dans un récent communiqué, la GAAN argumente que la révision de ces taxes est une mesure nécessaire, si les pouvoirs publics ambitionnaient réellement de relancer le domaine numérique en Algérie, faisant état de la création d'un groupe de travail composé d'experts et d'opérateurs économiques en vue de formuler des propositions et des solutions pratiques à soumettre au Gouvernement dans le cadre de l'élaboration du projet de loi de finances



complémentaire (PLFC) de l'année 2022.

Dans la pratique, l'appel du GAAN est justifié par le fait que les étudiants et les chercheurs seront affectés par ces mesures

qui entraineront la hausse des prix de certaines marchandises dont ils ont besoin pour leurs activités scientifiques et techniques, notamment celles non disponibles sur le marché

national. « Il est inconcevable de sanctionner tous les citoyens par les agissements d'un petit groupe. De plus, chaque citoyen qui recourt à ce type d'achat, puise de ses propres moyens et

n'affecte en aucun cas les réserves de change du pays », a précisé le GAAN dans un communiqué, rapporté par l'agence APS.

et de souligner que beaucoup de citoyens, en particulier les étudiants et les chercheurs seront fortement affectés par ces nouvelles taxes qui entraineront une hausse des coûts de marchandises dont ils ont grandement besoin dans leurs activités scientifiques et techniques, d'autant plus que certains besoins en matériel informatique et accessoires aux caractéristiques spécifiques ne sont pas disponibles sur le marché national.

Le Groupement a affirmé par ailleurs son respect strict des lois régissant le commerce en Algérie et les efforts des Douanes visant la protection de l'économie nationale, ainsi que son rejet de l'exploitation du e-commerce pour contourner la loi, soulignant à ce propos le droit des acteurs du numérique à acquérir le matériel numérique via Internet pour leurs propres besoins. **Z. S. L.**

FLAMBÉE INÉDITES DES PRIX DANS LE MARCHÉ DES COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

L'INFLATION SE POURSUIVRA JUSQU'EN 2024, ESTIMENT LES EXPERTS

Alors que les capacités de production étaient déjà minées par un flux tendu depuis pratiquement début 2020, le marché des composants électroniques connaît à l'échelle mondiale une pénurie inégalée.

Les divers confinements et autres augmentations du télétravail avaient fini par conduire, parallèlement, à une forte hausse de la demande en appareils électroniques.

Aujourd'hui tous s'accordent à dire qu'il n'y a pas de solution miracle au problème,

qui se résume à une simple inadéquation entre l'offre et la demande, et que de manière générale la crise qui frappe de plein fouet la production d'appareils dotés de composants électroniques n'est pas prête de s'arrêter : on pense même qu'elle devrait se poursuivre au moins jusqu'en 2024. En Algérie les pouvoirs publics ont pris la décision de surtaxer les appareils électroniques importés, afin, ont-ils justifié de soutenir et pro-

téger l'industrie électronique locale.

Certes, il reste évident que le gouvernement a de bonne foi voulu protéger la production locale, mais on se demande comment un supposé chevronné du monde de la finance comme l'est le chef de l'exécutif, ait pu manquer de prendre en compte le taux d'intégration de notre industrie locale et la valeur du Dinar sur les marchés boursiers mon-

diaux; n'ignorant par ailleurs pas la doctrine planétaire qui fait que dans le domaine des Nouvelles Technologies, NT, un produit fini se vend à 55% moins cher que les kits ou composants entrant dans sa fabrication.

Du Coup, les industriels nationaux de l'électroménagers et des appareils « électronique », PC, Téléphone mobile, téléviseur..... etc, sont voués à être confrontés aux pires difficultés à cours termes.

Z.S.Loutari



LA DISTINCTION REMISE, AU NOM DU PRÉSIDENT TEBBOUNE, PAR L'AMBASSADEUR ANTAR DAOUD

«La Médaille des Amis de la Révolution» pour le journaliste italien Bernardo Valli

« La Médaille des Amis de la Révolution » a été décernée, au nom du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au journaliste italien Bernardo Valli, en reconnaissance de ses prises de positions honorables à l'égard de la glorieuse guerre de libération nationale et son appui au combat du peuple algérien pour la liberté et l'indépendance. La distinction de Valli, qui réside en France, a été remise, au nom du président Tebboune, par l'ambassadeur d'Algérie en France, Antar Daoud, lors d'une cérémonie organisée le 9 mars au siège de l'ambassade d'Algérie à Paris en présence d'anciens moudjahidine, des chefs de poste consulaire dans la région Ile-de-France et de l'ensemble du personnel diplomatique. La cérémonie de remise de cette médaille intervient à la suite de la publication au journal officiel, en novembre dernier, du décret présidentiel concernant la décision de décerner cette distinction à Valli, en reconnaissance de ses prises de positions honorables à la l'égard de la glorieuse guerre de libération nationale et son appui au combat du peuple algérien pour la liberté et l'indépendance. Dans son allocution prononcée à cette occasion, l'ambassadeur d'Algérie en France a tenu à témoigner au journaliste "la gratitude de l'Etat et du peuple algériens pour son soutien résolu qui émane de sa foi en la justesse de la cause algérienne et la prévalence et la noblesse du principe du droit à l'émancipation des peuples et au recouvrement de leur souveraineté". Rappelant que "la guerre de libération nationale fut aussi celle de l'image, en raison de la censure et le musèlement de l'information pratiqués à grande échelle par l'administration coloniale", le diplomate algérien a salué "le courage du journaliste qui, épris des idéaux de justice et de vérité, refusa de céder à la

pression". "En travaillant comme correspondant de guerre en Algérie durant la Révolution, le jeune reporter que fut M. Valli a pu transmettre au monde entier "l'image réelle de ce qu'était la colonisation", affirmant qu'"il a accompli ses missions, en Algérie, avec un dévouement profond à la vérité, à la justice et à la primauté du droit". Daoud a souligné que la contribution de Valli s'est prolongée, après la fin de la guerre, dans l'œuvre de la transmission de l'histoire à travers sa participation au film "La Bataille d'Alger".

"C'est pourquoi mon pays, par cette distinction, reconnaît et salue votre contribution à la documentation de cette période cruciale de son histoire, qui lui a permis, au prix de sacrifices suprêmes, d'être aujourd'hui libre, indépendant et souverain", a indiqué l'ambassadeur. Pour sa part, le récipiendaire de la Médaille a exprimé ses vifs remerciements aux autorités algériennes à leur tête le président de la République ainsi qu'à tous "ses frères algériens" pour ce geste de reconnaissance qui l'honore. Abordant le souvenir de ses déplacements dans les différentes régions de l'Algérie où il a pu observer "le courage" du peuple algérien dans son combat pour la liberté, le correspondant italien a témoigné du respect et des égards que lui voua la population algérienne.

"Dans les années où j'ai suivi la guerre d'Algérie, je ne me suis jamais senti dans un pays étranger. Même si je ne connaissais pas sa langue, je me suis imprégné de son histoire", a-t-il dit.

Enfin, Valli s'est dit fier de rappeler, aujourd'hui, qu'il était "témoin et participant" dans la lutte du peuple algérien, illustrant ses propos par le choix du coeur. "Il est vrai qu'un journaliste doit être objectif, mais dans son cœur il peut être ce qu'il veut", a-t-il conclu. **M.Emad-Eddine**

ORAN ACCUEILLERA LE 8E SALON INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

UNE VITRINE EXHAUSTIVE DES PRODUITS LOCAUX

Près de 150 exposants locaux et étrangers, prendront part au 8e Salon international de l'Industrie agroalimentaire (SIAG), qui se tiendra du 23 au 26 mars courant au centre des conventions d'Oran (CCO), annoncent les organisateurs dans un communiqué.

"Le Salon international de l'industrie agroalimentaire revient avec sa huitième édition du 23 au 26 mars 2022. Sans la crise sanitaire qui a touché toute la planète et les restrictions de circulation du fait de la Covid-19, il aurait atteint une décennie d'existence cette année", a précisé l'agence de communication Expoline, spécialisée dans l'organisation des foires et salons internationaux. Présenté comme l'événement "incontournable" qui accompagne les professionnels et industriels de l'agroalimentaire, de l'emballage, des procédés de fabrication et de transformation", le SIAG s'étalera sur 4 jours et offrira aux participants et aux visiteurs plusieurs activités et conférences afin de débattre sur les véritables enjeux du secteur et de son développement.

Ainsi, près de 150 exposants locaux et étrangers présenteront leurs produits et nouveautés lors de ce salon. Ce qui reflète, selon le communiqué, "le grand dynamisme de l'agroalimentaire, de l'emballage et le conditionnement dans l'économie en Algérie".

L'édition de cette année sera enrichie par le lancement de deux médias dédiés à l'événement. Il s'agit de "SIAG TV", avec son plateau qui se veut une tribune d'expression pour les professionnels et "La Gazette du SIAG", un journal du salon pour les visiteurs, a fait savoir l'organisateur.

Meriem.D

LE PÉTROLE REPART EN HAUSSE

Les cours de l'or noir apaisés durant un instant

Les cours du pétrole sont repartis à la hausse avant-hier, les courtiers se protégeant avant la fermeture des échanges durant le week-end dans un marché toujours soutenu par les craintes de perturbations de l'offre d'or noir, découlant de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a terminé en hausse de 3,05% à 112,67 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en avril a gagné 3,12% à 109,33 dollars. «Le marché essaye de se stabiliser au-dessus des 100 dollars le baril alors que personne ne veut être à découvert avant le week-end au cas où il se passerait quelque chose de mauvais pendant ce temps», a expliqué John Kilduff, d'Again Capital.

L'armée russe a étendu avant-hier son offensive en Ukraine, frappant pour la première fois la ville de Dnipro et visant deux aéroports militaires dans l'ouest du pays. Les premiers pourparlers à haut niveau entre les belligérants depuis le 24 février se sont tenus jeudi en Turquie, sans aboutir à un cessez-le-feu. Le président russe Vladimir Poutine a cependant déclaré avant-hier voir «des avancées positives» dans les pourparlers avec l'Ukraine, à l'occasion d'une rencontre avec son allié bélarusse Alexandre Loukachenko. Une déclaration, sans plus de précisions, qui a apaisé un instant les cours de l'or noir avant qu'ils ne repartent à la hausse.

CRAINTES APAISÉES

Si les craintes d'une «grave pénurie» de brut semblent



apaisées pour le moment, «il serait toutefois insensé de croire que les problèmes d'approvisionnement ont soudainement disparu», a commenté Tamas Varga, analyste pour PVM Energy. «Le marché pétrolier reste tendu et sous-approvisionné», rappelle l'analyste, et les craintes quant à de possibles perturbations de l'offre d'or noir persistent. «On continue à essayer de déterminer l'impact de la situation en Ukraine et si on va perdre ou non

de l'offre russe», a indiqué John Kilduff soulignant que la semaine passée avait été celle «de tous les écarts» alors que le cours du baril est monté jusqu'à 130 dollars. Par ailleurs du côté nucléaire iranien, les négociations qui semblaient pourtant sur le point d'aboutir sont désormais au point mort, la demande par Moscou de garanties supplémentaires compliquant la donne. «D'après ce qu'on entend, c'est presque bouclé mais la Russie bloque

parce qu'elle veut contrarier l'Occident», a ajouté l'analyste d'Again Capital. Les discussions qui ont cours à Vienne avec l'Iran visent à ramener Washington dans l'accord nucléaire de 2015, notamment par la levée des sanctions contre l'Iran qui limitent entre autres très fortement sa participation au marché du pétrole. Un retour de l'Iran à pleine capacité d'exportation de pétrole pourrait rebattre les cartes de l'offre mondiale d'or noir.

R. E.

INTERNET

La bande passante internationale atteindra les 4Tbps en 2022



La bande passante internationale actuelle en Algérie augmentera progressivement pour atteindre une capacité de près de 4Tbps à la fin de l'année 2022, soit deux fois celle de 2020, a indiqué le PDG du Groupe Télécom Algérie, Khaled Zarat.

"Selon les estimations de l'évolution du trafic, la bande passante internationale disponible actuellement évoluera significativement pour atteindre une capacité de près de 4Tbps à la fin de 2022, soit deux fois la

capacité disponible en 2020", a précisé M. Zarat dans un entretien accordé à l'APS.

L'Algérie est connectée au réseau internet international par le biais de 4 câbles sous-marins et une liaison terrestre via la Tunisie.

Les liaisons internationales de l'Algérie sont sécurisées à travers 3 principaux câbles de grandes capacités interconnectés respectivement avec trois stations sous-marines en Algérie et à l'étranger pour une meilleure sécurisation et parta-

ge de charge.

M.Zerat a fait savoir, dans ce sens, que "faisant suite aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et afin de répondre à la demande exponentielle de nos clients et partenaires, une feuille de route a été élaborée, conjointement par le ministère de la Poste et des Télécommunications et par le Groupe Télécom Algérie, relative aux liaisons internationales visant la sécurisation, diversification, fiabilisation et résilience du réseau de transport international à l'horizon 2030".

"En moyenne, nous devons disposer de plusieurs liaisons fiables en exploitation à tout moment afin de sécuriser le flux Internet à l'international. Ainsi, la perte de capacité due à l'arrêt de service sur un câble doit être compensée par les capacités excédentaires sur le reste des câbles en service", a-t-il affirmé.

Il a rappelé que l'augmentation du débit Internet minimum (allant de 4 Mbps, 8 Mbps et 10 Mbps) dans le pays est "le fruit

des efforts consentis par le Groupe Télécom Algérie pour la modernisation et le développement des différentes couches qui composent son infrastructure réseau, aux niveaux national et international".

MOBILIS COUVRE TOUTES LES WILAYAS AVEC UN TAUX MOYEN DE 66,88%

L'opérateur public de téléphonie mobile Mobilis, filiale du Groupe Télécom Algérie (GTA), couvrait, au 31 décembre 2021, les 58 wilayas du pays par le réseau 4G avec un taux moyen de 66,88%.

« Algérie Télécom Mobile (Mobilis) a respecté les obligations du cahier des charges de la licence en termes de couverture 4G à la fin de 2021. Il arrosait les 58 wilayas, avec un taux de couverture moyenne de l'ordre de 66,88% de la population des chefs-lieux de wilaya, daïras et communes », a précisé a indiqué le PDG du Groupe Télécom Algérie, Khaled Zarat. Mobilis a obtenu la licence d'établissement et d'exploitation de la 4G en septembre 2016 et procédé au lancement

commercial de ses services en novembre de la même année, soit 3 ans, seulement, après le lancement de la 3G en Algérie. Le P-dg du Groupe a rappelé que le cahier des charges de la licence stipule qu'après les quatre premières années, le titulaire est libre de choisir les lieux et les wilayas de déploiement et de poursuivre la densification de son réseau en tenant informée l'Autorité de régulation de la Poste et des communications électroniques (ARPCE) à la date anniversaire de l'octroi de la Licence lorsqu'il s'agit d'une nouvelle wilaya dans laquelle il n'a pas encore lancé ses services. S'agissant de l'amélioration de la qualité du service offerte par ATM Mobilis, notamment en termes de perception des clients, M. Zarat a affirmé que son Groupe « travaille activement et continuellement, en procédant à la réalisation du programme étape par étape, et chaque étape concernera un certain nombre de wilayas ».

R. E.

Aïn Defla

Ouverture du forum national des responsables des SMA de la catégorie cadets

Cinquante-huit représentants des Scouts musulmans algériens (SMA) issus des différentes wilayas du pays prennent part au forum national des responsables de la catégorie cadets de ce mouvement de jeunesse ouvert avant-hier à l'Institut national multi spécialités de la formation professionnelle de Aïn Defla.

«L'objectif de cette rencontre, de deux jours, a trait à la maîtrise de la méthode inhérente à la formation du jeune scout tout en prenant en ligne de compte les spécificités caractérisant ce dernier, notamment sur le plan psychologique afin que les responsables chargés de cette frange s'acquittent de leur mission avec réussite», a indiqué le membre du commandement général des SMA, Habib Bouras. A la faveur de cette session de formation, a-t-il noté, les représentants des scouts de chaque wilaya acquerront un certain nombre d'outils, de connaissances et de compétences qu'ils transmettront aux responsables locaux des différentes

unités dans le but de perfectionner le travail effectué à l'adresse des jeunes éléments de cette entité.

Des ateliers portant notamment sur les missions dévolues aux responsables de la wilaya encadrant les jeunes scouts (entre 6 et 11 ans) seront mis en place à l'occasion de cette rencontre, a fait savoir le même responsable.

De son côté, le responsable national de la catégorie cadets des SMA, Imad Eddine Bessekri, a mis en exergue les connaissances et les techniques dont se renforceront les participants à cette rencontre.

«Tout au long de cette rencontre, le représentant de chaque wilaya bénéficiera de



connaissances et de techniques qu'il répercutera aux responsables locaux des SMA afin que ces derniers adoptent une

démarche tenant compte des spécificités des jeunes scouts, en vue d'atteindre des objectifs comportementaux, ainsi que

ceux liés aux connaissances et aux compétences», a-t-il souligné. Représentant la wilaya de Tizi-Ouzou, Arboub Abdelaziz, s'est félicité, pour sa part, de l'opportunité offerte par le forum de retrouver des camarades et amis de diverses régions du pays.

«Outre l'aspect formation, cette rencontre nous a permis de retrouver des camarades que nous n'avons pas vu depuis bien longtemps (excepté par le biais des réseaux sociaux) à cause des restrictions imposées suite à la propagation de la pandémie de la Covid-19», s'est-il réjoui.

Un programme inhérent au volet récréatif consistant en une visite au profit des invités de Aïn Defla vers les lieux touristiques de la wilaya a également été mis en place à l'occasion de cette rencontre.

APS

PORT D'AZEFFOUN

Première opération d'exportation de bateaux de pêche

Deux embarcations de pêche construites par une société algérienne, qui seront livrées incessamment à la Mauritanie, ont été présentées jeudi, au niveau du chantier naval d'Azeffoun à 70 de kilomètres au nord-est de Tizi-Ouzou. Il s'agit de deux embarcations réalisées en fibre de verre, de 14 mètres de long, de type «petit métier», fabriquées par la Société Algeria-Koréa marine service (SARL SAKOMAS, de droit privé), qui seront acheminées, dans quelques jours, vers la Mauritanie, via le port d'Alger, a indiqué le représentant du ministère de la pêche et des productions halieutiques, Amar Belassel. Ce directeur central a indiqué lors de sa prise de parole au niveau du chantier naval de Sakomas, à l'occasion de la présentation de ces deux bateaux destinés à être exportés, «qu'il s'agit de la

première opération d'exportation de ce type de produit à l'échelle nationale». Cette opération qui rentre dans le cadre de la stratégie du gouvernement portant diversification de l'économie nationale et visant à encourager les entreprises algériennes d'aller vers l'exportation, devait être concrétisée au printemps 2020, mais elle a été retardée à cause de la pandémie du Covid-19, a rappelé M. Belassel. La présentation des bateaux étant la première étape de la

démarche d'exportation, elle sera suivie par leur acheminement, par voie terrestre au port d'Alger afin d'être exporté vers la Mauritanie par voie maritime, en mettant à profit la nouvelle ligne maritime Alger-Nouakchott, a-t-on appris de Sakomas. Le Pdg de Sakomas, Nour El Islam Benaoudia, a indiqué à l'APS, qu'il s'agit d'une première commande pour la fabrication de deux bateaux de pêche de 14 mètres, passée

par un client mauritanien, ajoutant que Sakomas a aussi reçu des commandes de construction de bateaux du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. Selon la fiche technique des deux embarcations, il s'agit de deux bateaux de 14 m d'une vitesse de 16 nœuds, dotés, entre autres, d'un réservoir d'eau douce d'une capacité de 600 litres, d'une timonerie, de 9 calles de poissons d'une capacité totale de 10m3 et d'un réservoir de gasoil de 1000 litres.

R.R.

CONCOURS DU PLAT LOCAL À OUARGLA

Trois candidates se sont distinguées avec des plats connus sous les appellations de «Terfass», «Mekhtouma» et «Merdoud Es-Srayer», parmi la dizaine de concurrentes venue exposer des plats de cuisine traditionnels, préparés par la femme ouarglie à différentes occasions et événements.

AUTHENTIFIER L'ART CULINAIRE TRADITIONNEL LOCAL

Des médailles leur ont été décernées, en plus de titres honorifiques aux sept autres participantes, après avoir été départagées par un jury de spécialistes dans ce domaine, avec l'objectif de réhabiliter la cuisine traditionnelle locale et ses modes de préparation.

Pour le président du forum «Roots» (Racines) de la culture algérienne, des métiers, de l'artisanat traditionnel et de la culture (partie organisatrice), Redha Yaïci, le concours vise à authentifier l'art culinaire traditionnel local, dans toute sa variété, et à le répertorier parmi le patrimoine culturel algérien, voire le proposer pour un classement à l'Unesco.

Des dossiers concernant les plats traditionnels seront préparés et transmis aux ministères de la Culture et des Arts et du Tourisme et l'Artisanat, au titre des démarches des pouvoirs publics visant, en plus de le transmettre aux générations futures, à faire connaître le legs culturel algérien hors frontières et le porter vers l'universalité, a-t-il ajouté.

La wilaya d'Ouargla renferme un riche éventail de plats traditionnels, méconnus à l'échelle nationale, estime, pour sa part, la présidente du bureau d'Ouargla du forum «Roots», Chahinez Ghellab, qui souligne l'intérêt d'organiser ce type de concours en vue de mieux les faire connaître et de contribuer à la promotion du tourisme saharien.

R. R.

ALGER

Maintenance du réseau électrique

La direction de distribution d'El Harrach (Alger) relevant de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG), filiale de Sonelgaz, a assuré durant les mois de janvier et février derniers la maintenance de 21,54 km de son réseau d'électricité et 59 transformateurs électriques, a indiqué, jeudi dernier, un communiqué de la direction.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'application du programme de «maintenance» visant à protéger et à réaménager le réseau de distribution

de gaz et d'électricité. Il a été procédé, dans le cadre de ce programme, au contrôle de 305 km du réseau gazier, à la maintenance de 239 soupapes de gaz et 684 canaux ascendants, ajoute le communiqué.

La direction a veillé, en outre, à l'intensification des efforts en matière de sensibilisation à l'importance de respecter les espaces réservés aux compteurs et colonnes techniques, appelant les citoyens à les laisser libres pour faciliter l'intervention des agents en cas de pannes ou d'éventuelles fuites.

Les services de la direction ont mené également des campagnes de sensibilisation au niveau des établissements scolaires des trois cycles d'enseignement pour sensibiliser les élèves aux dangers de la mauvaise utilisation du gaz et d'électricité, notamment le risque d'asphyxie au monoxyde de carbone (CO).

MD

COMMENT LES MULTINATIONALES M



Par Jean-Louis Rastoin/C.E.R.A.S

L'oligopole agro-alimentaire mondial, se traduit par un pouvoir de marché considérable d'une quarantaine d'entreprises qui produisent, transforment ou distribuent. Un modèle alternatif doit se fonder sur la proximité.

Le système alimentaire, c'est-à-dire « la façon dont les hommes s'organisent pour produire, distribuer et consommer leur nourriture », selon la définition de Louis Malassis¹, est né il y a 500 millénaires. Avec « l'invention » du feu qui a créé l'acte éminemment social de cuisiner des aliments. Il a ensuite franchi une étape radicale avec la production agricole, voilà dix mille ans, en divers points de la terre, en particulier entre Tigre et Euphrate. Après la révolution industrielle qui a touché le système alimentaire au XIXe siècle, de nombreuses innovations technologiques ont entraîné une profonde mutation dans les décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale (informatique, biotechnologies, traitements thermiques des aliments, etc.), provoquant un développement de l'économie de marché et d'importants changements socioculturels (croissance démographique, urbanisation, travail féminin, journée continue). Tous ces facteurs conjugués ont abouti à la constitution de ce que nous appelons le modèle alimentaire agro-industriel tertiarié (Mait). En effet, le prix moyen des aliments est constitué aujourd'hui de 20 % de matières premières agricoles, de 30 % de transformation industrielle et de 50 % de services et de marges dans les pays à haut revenu.

UN MODÈLE DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION DE MASSE

Le modèle Mait peut se caractériser par son intensification, sa spécialisation, sa globalisation et sa financiarisation. Il résulte d'un double mouvement, en apparence paradoxal : une concentration au stade de la production et de la vente, un individualisme dans le domaine de la consommation. Il relève du capitalisme contemporain en tant que forme générale d'organisation de la société. On observe un « formatage » des individus et de leurs désirs par un univers marchand piloté par des grandes firmes dont la prospérité dépend de l'homogénéisation des comportements des clients. Ces firmes visent une standardisation des produits dans un modèle de production de masse. La généralisation du monde marchand s'étend à toutes les activités humaines, y compris l'alimentation, et emplit ainsi tout l'espace-temps du consommateur. On assiste à l'émergence d'une « fabrique du consentement » qui vient renforcer le modèle de production dominant. Le mouvement de concentration des entreprises, à tous les niveaux du système alimentaire, est à l'oeuvre depuis environ un siècle. Il a donné naissance à un oligopole « à franges » dominé par de très puissantes firmes multinationales. Cette structure duale s'explique par la nature même de l'activité de production alimentaire, encore largement fondée sur des entreprises familiales et artisanales au sein du socle constitué par l'agriculture et l'industrie alimentaire et d'un des deux canaux de

commercialisation, la restauration, qui fournissent à eux trois de gros bataillons de micro-entreprises. Il y a coexistence de TPE/PME et de très grandes firmes transnationales dans ces trois secteurs. Les mécanismes d'offre font que la concentration s'opère principalement au sein du groupe des leaders et laissent des interstices aux petits, parmi lesquels on assiste à d'importants renouvellements. Au niveau mondial, la tendance à la concentration s'accélère dans le contexte de croissance économique élevée des pays émergents qui ont adopté le modèle de l'économie de marché et élargi son domaine. C'est incontestablement en amont du système alimentaire, dans la production de semences, de substances phyto et zoosanitaires, d'engrais chimiques et de matériel agricole que la concentration est la plus élevée. Les firmes dominantes sont de puissants groupes chimiques, pharmaceutiques et mécaniques. Une telle concentration pose de lourds problèmes pour le modèle technologique et le modèle d'affaires adopté, comme le montrent le dossier des Ogm et les critiques virulentes adressées au groupe Monsanto. En effet, l'agrofourniture conditionne étroitement la configuration de l'agriculture et, au-delà, de l'ensemble du système alimentaire à travers la question de la qualité et de la traçabilité des aliments. L'agriculture reste un secteur très atomisé : près de 500 millions d'exploitations dans le monde font vivre (souvent très mal) près de la moitié de la population mondiale. Au début de l'étape agro-industrielle du système alimentaire, on a pu observer un mouvement d'intégration de la production agricole par de grandes firmes agro-alimentaires (par exemple dans le secteur des fruits tropicaux - ananas et banane - avec Dole, Del Monte, United Fruit). Ce phénomène est relancé avec l'expansion de l'agribusiness, modèle de production industrialisée à grande échelle, inventé au milieu du xxe siècle aux États-Unis, avec aujourd'hui le soja en Argentine et au Brésil, l'huile de palme en Malaisie, les céréales, les légumes ou le lait en Russie et probablement demain en Ukraine. Les capitaux proviennent soit de l'industrie agro-alimentaire (IAA) - ADM, Cargill, Conagra, Tyson -, soit d'autres secteurs (Benetton posséderait près d'un million d'hectares en Argentine), y compris les fonds d'investissement souverains ou privés, attirés par la hausse des prix alimentaires. Là encore, si les résultats en termes de volumes et de marges sont indéniables, de nombreux et difficiles problèmes se posent, tant au niveau social (pauvreté, exclusion) qu'au sujet de la nature et des externalités du modèle de production.

UNE TAILLE ÉCONOMIQUE CONSIDÉRABLE DE 600 000 ENTREPRISES

L'industrie agro-alimentaire se situe au premier plan de l'industrie manufacturière dans de nombreux pays. À l'échelon de la planète, elle est loin devant l'automobile ou

l'électronique. Elle rassemble près de 600 000 entreprises. Les cent premières firmes multinationales réalisaient en 2005 environ le tiers du chiffre d'affaires (CA) de l'industrie agro-alimentaire mondiale et les 15 leaders 19 %. Ce chiffre peut paraître modeste, mais si l'on considère les secteurs les plus avancés du point de vue de la technologie et du marketing, comme les produits laitiers ultra-frais, les huiles de table, le sucre, les boissons non alcoolisées, les produits de grignotage, l'oligopole se réduit à une poignée de firmes qui contrôlent entre les deux tiers et les trois-quarts du marché. Le taux de concentration est augmenté par la fabrication sous marques de distributeurs. Le profil des dix premières firmes agro-alimentaires mondiales témoigne de leur taille et de leur pouvoir économique considérable : en 2007, avec 119000 employés, en moyenne, chacune de ces entreprises réalisait près de 47 milliards de \$ de CA et un résultat net d'environ 3,7 milliards de dollars. À titre de comparaison, la première entreprise française, Danone, occupe le 12e rang, avec 17 milliards de \$ de CA (5 fois moins que Nestlé, le numéro un) et 1,9 milliards de \$ de profit (six fois moins que Nestlé).

C'est dans la grande distribution que l'on trouve désormais les firmes les plus importantes tous secteurs confondus. Wal-Mart Stores est devenu au début des années 2000 la plus grande firme mondiale, supplantant les pétroliers et les fabricants d'automobiles. Elle a réalisé, en 2007, un CA colossal de près de 380 milliards de \$ et un résultat net de plus de 12 milliards, avec deux millions de salariés (tous ces indicateurs ont doublé dans les huit dernières années). Le numéro deux du secteur est Carrefour, environ 3,5 fois plus « petite » que Wal-Mart. On trouve ensuite le britannique Tesco et l'allemand Metro. À côté de ces puissants distributeurs se placent les chaînes internationales de restauration privée (Mac Donalds) et collective (le français Sodexo, leader mondial des services alimentaires et son challenger l'anglais Compass). Les entreprises de la grande distribution et de la restauration possèdent des dizaines de milliers de points de vente dans le monde entier qui contribuent à l'uniformisation de la consommation et du style de vie évoquée ci-dessus. Ces firmes pèsent en outre sur les filières de production par leur puissance d'achat, renforcée par des supercentrales et des plateformes électroniques de marché communes. Leur essor très rapide depuis le milieu des années 1990 dans les pays en développement est le premier facteur de la mondialisation du système alimentaire.

Au total, le système alimentaire mondial est dominé par une quarantaine de très grandes firmes multinationales appartenant à deux exceptions près au club des 500 premières entreprises industrielles et de services. Ces firmes se répartissent de façon à peu près équilibrée en nombre entre l'agrofourniture, l'industrie agro-alimentaire et la distribution/restauration. Leurs profits, de l'ordre de 40 à 60 mil-

liards de \$ par an, sont largement supérieurs aux valeurs ajoutées de l'ensemble des filières agro-alimentaires dans de nombreux pays de la planète (en France, au Brésil et en Chine, la valeur ajoutée de l'IAA se situe entre 35 et 45 milliards de \$). Les marges globales constituent le levier stratégique de ces firmes. Leur importance et leur croissance confèrent à cet oligopole la maîtrise progressive du système alimentaire marchand dans tous les pays où il est présent.

L'OLIGOPOLE DOMINANT DU SYSTÈME ALIMENTAIRE MONDIAL EN 2007

Les choix stratégiques de l'oligopole alimentaire restent influencés par les pays d'origine des groupes qui confirment la suprématie anglo-américaine, avec 15 firmes sur 40 pour les États-Unis, 9 pour le Royaume-Uni, une pour le Canada et, dans une moindre mesure, européenne continentale (7 entreprises allemandes, 4 françaises, 2 belges et 2 helvétiques). Cependant, deux phénomènes récents vont modifier cette géographie : la montée des fonds d'investissements (surtout anglo-américains, arabes et asiatiques), et la constitution de multinationales en Chine, en Inde, en Argentine, au Brésil et au Mexique.

DES OBJECTIFS CONTRADICTOIRES

Les stratégies des firmes dépendent aujourd'hui de deux forces doublement contradictoires, d'une part les objectifs des propriétaires actionnaires (shareholders), d'autre part ceux des parties prenantes (stakeholders), c'est-à-dire les salariés des entreprises, les clients, la société civile et les pouvoirs publics.

Pour les actionnaires, il s'agit de maximiser le retour sur investissement à court terme et la plus-value de l'action à moyen ou long terme. Les temps sont différents selon le type d'actionnaire : quelques mois pour les fonds d'investissement spéculatifs, quelques années pour les familles fondatrices ou les investisseurs individuels. On observe de plus en plus une opposition stratégique entre ces deux catégories d'actionnaires. Mais la mise sur le marché financier d'une fraction croissante du capital des entreprises conduit à une forte progression de la recherche d'une rentabilité maximum à court terme. Cette évolution pose de redoutables problèmes dans le système alimentaire, qui assure une fonction vitale dans l'économie, et dont la satisfaction s'inscrit dans la durée et la stabilité. C'est une facette de la sécurité alimentaire dont on parle peu.

Les objectifs des stakeholders sont différents de ceux des actionnaires et peu convergents entre eux, même si on peut les inscrire dans le cadre général du développement durable (équité, respect de l'environnement, compétitivité et gouvernance participative). Les salariés souhaitent amé-

MONDIALE DANS LE SYSTÈME ALIMENTAIRE

ATTENDENT LES ETATS «DANS LA POCHE»



liorer leurs conditions de travail et leur rémunération. Or, dans l'ensemble du système alimentaire, on observe un creusement abyssal entre les gains des plus hauts dirigeants et celui des autres catégories de personnel.

Toutefois, l'analyse montre que le niveau moyen des salaires et le cadre matériel du travail sont meilleurs dans les très grandes firmes que dans les entreprises de plus faible taille. Les clients attendent le meilleur rapport qualité/prix, or ils sont confrontés à de vives hausses de prix depuis deux ans. Les consommateurs sont aussi de plus en plus sensibles à la qualité sanitaire des produits, à leur mode de fabrication, à leur origine (traçabilité).

La société civile (associations, citoyens) se montre préoccupée par les mêmes questions et par celle de la gouvernance, et dénonce une faible transparence et une hégémonie de la part des grandes firmes. Les gouvernements louvoient entre des objectifs économiques qui les rapprochent de celles-ci et les autres objectifs du développement durable qui les éloignent. Cependant, les nombreux et puissants lobbies à l'oeuvre dans le système alimentaire ralentissent les décisions ou les font pencher vers les plus forts. Finalement, le pilotage des filières est exercé de façon croissante à travers un leadership des multinationales, soit directement par leur potentiel de production et de vente, soit à travers le contrôle de dispositifs institutionnels privés ou publics (instances professionnelles, création de normes).

DES RESSOURCES TRÈS STRATÉGIQUES

Les firmes mobilisent trois sortes de ressources stratégiques : le portefeuille de produits, la localisation des activités, l'organisation et le management. Le portefeuille de produits des multinationales tend à se simplifier (recentrage sur le métier) et à se sophistication (différenciation matérielle ou symbolique). Le mouve-

ment de recentrage des actifs des firmes sur un petit nombre de secteurs, imposé par les exigences de rentabilité des actionnaires, concerne l'ensemble du système alimentaire. En amont, les entreprises de la chimie se spécialisent selon les compétences requises et les marchés, en trois catégories : semenciers, désormais très liés aux biotechnologies (ex. Monsanto, Adventis, Limagrain, Sakata), la santé végétale et animale, relevant de la chimie fine (ex. Syngenta, Bayer), les engrais rattachés à la chimie lourde. Il existe encore une incertitude sur la future configuration des firmes de l'agrofourniture (intégration entre biotechnologie et chimie fine ou séparation?). Dans l'agro-alimentaire, on est passé des conglomerats des années 70 à une spécialisation sur un petit nombre de branches : Danone s'est délesté de la bière, de la confiserie et des pâtes, puis des biscuits, pour se concentrer sur les produits laitiers ultra-frais et l'eau embouteillée. Une autre évolution se dessine avec une spécialisation de certaines firmes dans la fabrication de produits de base peu différenciés et d'autres dans et marketing.

L'assemblage de produits sophistiqués et le marketing. Les leaders (Nestlé, Kraft, Danone, Unilever) sont dans cette deuxième orientation. Ces multinationales axent désormais leurs stratégies-produits sur l'argument santé/forme et développent en conséquence des produits à connotation prophylactique (en intégrant des probiotiques, oméga 3, etc.), que nous qualifions de « médicalisation des aliments ». Simultanément, les firmes agro-alimentaires qui ont une très forte expertise marketing sont à l'affût des arguments séduisant le consommateur.

Après les crises alimentaires du milieu des années 90, elles se sont emparées du concept de terroir, suivant l'exemple de la grande distribution.

Les thèmes des produits biologiques ou du commerce équitable sont mobilisés aussi par les services marketing. L'intensité de la

communication publicitaire dans les médias (22 milliards de \$ dépensés en 2006 par les plus grandes entreprises du secteur) ou sur les emballages est exacerbée par l'environnement concurrentiel et pose des questions quand le niveau d'incitation peut perturber les choix des consommateurs. Le deuxième levier stratégique des entreprises est la décision de localisation.

Les 100 premiers groupes mondiaux de l'agro-alimentaire (Carrefour, par exemple, a développé une marque de distribution évoquant ce concept, Reflets de France.) sont présents à travers près de 8 000 filiales étrangères dans environ 120 pays. Leur géostratégie a toujours été d'anticiper ou d'accompagner la hausse du pouvoir d'achat dans les pays d'implantation, dès lors que la population concernée atteint une taille suffisante. En effet, les entreprises interviennent surtout sur des marchés démographiques solvables. Le pays d'implantation des filiales de fabrication doit apporter un avantage comparatif en termes de coût des ressources et d'infrastructures. Ces deux considérations, associées à la stagnation de la demande alimentaire dans les pays à haut revenu d'où les multinationales sont originaires, expliquent les deux vagues d'investissement récentes : en Europe centrale et orientale, puis en Asie. La question la plus redoutable est ici celle de la délocalisation des unités industrielles en fonction des avantages concurrentiels, qui peut souvent entraîner celle des bassins d'approvisionnement agricole. On le voit bien à l'échelle de l'Europe, avec la concentration des usines dans la plupart des secteurs (sucre, lait, viande, fruits et légumes) qui marginalisent certaines zones de production de matières premières. Dernier instrument stratégique utilisé, l'organisation et le type de management. Depuis quelques années, un phénomène nouveau se développe, la répartition à travers le monde, selon les critères coûts/avantages, des activités fonction-

nelles des grandes firmes, c'est-à-dire des services de recherche, de gestion des ressources humaines, d'informatique et de finance. Les sièges sociaux maigrissent, les tâches sont éclatées dans le monde. La concentration des informations stratégiques au sommet considérable permet le pilotage de dizaines de milliers de salariés présents sur différents sites. Nous sommes donc bien en présence, dans le système alimentaire, comme dans la plupart des autres secteurs économiques, de firmes globales.

Finalement, on observe un processus cumulatif, voire exponentiel, de constitution d'un énorme pouvoir de marché entre les mains des multinationales. Ce pouvoir, qui relève de la sphère privée, est souvent comparable sinon supérieur à celui des institutions publiques. Cette gouvernance mixte est très performante en termes de création de valeur économique globale (dont une des manifestations est la croissance des chiffres d'affaires sectoriels), mais induit d'énormes disparités au sein des multinationales entre 1997 et 2003 », Agrodatta, Working Paper UMR Moisa, Montpellier, firmes elles-mêmes, entre stakeholders, entre grandes et petites entreprises, entre régions d'un pays et entre pays. Surtout, elle ne parvient pas à juguler le fléau de la faim et des carences alimentaires et elle est source de redoutables maladies qui prennent l'allure de pandémies (obésité, diabète, maladies cardiovasculaires, cancers).

La nourriture n'est pas une marchandise comme une autre. On peut (et on doit) s'interroger sur la faisabilité et les conséquences d'une généralisation du modèle agro-industriel tertiarié à l'ensemble de la planète, dans la double perspective d'une augmentation de la population mondiale de 50 % à l'horizon 2050 et des contraintes issues du développement durable. À côté de ce modèle basé sur l'envergure, la prospective incite à imaginer un scénario alternatif fondé sur la proximité.

MALI

Plusieurs dizaines de combattants et de civils tués dans le nord

Plusieurs dizaines de civils et de combattants maliens d'un groupe armé signataire de l'accord pour la paix dans le nord du Mali ont été tués cette semaine par de présumés jihadistes près de Ménaka (nord-est), selon des sources militaire et sécuritaire. "Le conflit est monté d'un cran" pour Wassim Nasr, spécialiste des mouvements jihadistes.

En proie à une instabilité chronique depuis 2012, le nord du Mali est particulièrement ensanglanté en ce début de mois de mars : des présumés jihadistes ont tué plusieurs dizaines de civils et de combattants maliens près de Ménaka, dans le nord-est du pays, selon des sources militaire et sécuritaire. Les combattants appartenaient à un groupe armé signataire de l'accord pour la paix dans le nord du Mali de 2015. "Plusieurs dizaines de civils et de combattants du MSA (Mouvement pour le salut de l'Azawad, issu de l'ex-rébellion principalement touareg) ont été tués en début de semaine par les terroristes dans la région de Ménaka", a déclaré à l'AFP, une source militaire malienne.

Le MSA, basé à Ménaka, est signataire de l'accord de paix dit d'Alger, signé en 2015 sous l'égide du voisin algérien pour mettre fin à l'instabilité dans le nord du pays pris dans la tourmente jihadiste depuis 2012. Selon le MSA, les assaillants sont des membres de l'État Islamique au Grand Sahara (EIGS), affilié au groupe État islamique. Pour Wassim Nasr, journaliste de France 24 et spécialiste des mouvements jihadistes, "on est monté d'un cran dans ce conflit", selon plusieurs sources locales. "Le MSA est seul face au groupe État islamique dans cette zone. [...] Ils ont été eux



même surpris par le nombre d'assaillants cette fois-ci. Les tactiques utilisées lors des attaques sont beaucoup plus élaborées."

Selon une source proche du ministère malien de la Sécurité, qui a confirmé l'information, "les forces de sécurité et de défense (du Mali) s'organisent

pour protéger les populations de la région de Ménaka".

Par ailleurs, un élu de la région de Ménaka, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat a parlé de son côté de "plus d'une centaine de civils et de combattants tués mardi, mercredi et jeudi", à Tamalat et Insinane, deux localités maliennes situées dans la

région de Ménaka, frontalière du Niger.

"Une vingtaine de combattants (du MSA) et une quarantaine de civils" ont été tués dans ces incidents, a déclaré vendredi à l'AFP un responsable du MSA, Moussa Acharatoumane.

Un communiqué publié jeudi par un responsable du MSA a

précisé de son côté que des "groupes terroristes s'acharnent sans distinction sur tout ce qui bouge (...) n'épargnant dans leur horreur ni femmes, ni enfants, ni vieillards provoquant une véritable hécatombe". Toutefois, le communiqué n'a pas donné pas un bilan précis des attaques.

Le MSA avait publié un premier communiqué mercredi soir, alertant sur "une attaque opérée par une horde d'hommes affiliés à Daesh (État islamique) dans la localité de Tamalat".

Vendredi, des élus de la localité de Ménaka, interrogés séparément par l'AFP, ont affirmé que des combattants du MSA et ceux du Groupe d'auto défense des Imrades et alliés (GATIA, groupe armé pro gouvernement), ont décidé de combattre les assaillants de l'EIGS, qui opèrent essentiellement entre le Mali, le Niger, et le Burkina Faso, dans la zone dite "des trois frontières".

"L'armée malienne n'est pas du tout présente dans cette zone. La sécurité de cette zone dépend du MSA, du CSP et d'autres factions Touareg", explique Wassim Nasr. "L'armée malienne ne demandent plus l'aide l'armée française ou à la minusma.[...] Les retombées de cette attaque vont avoir des retombées au Niger et au Mali".

R.I./avec F24

DROIT DU PEUPLE SAHRAOUI
À L'AUTODÉTERMINATION:

Le Conseil de sécurité appelé à accélérer le processus

L'Afrique du Sud et le Mozambique ont exhorté vendredi le Conseil de sécurité des Nations unies à accélérer le processus à même de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination. Dans un communiqué conjoint publié à l'issue de la visite de travail du président mozambicain, Filipe Nyusi, en Afrique du Sud, les deux pays ont "exhorté le Conseil de sécurité des Nations unies à accélérer le processus vers la réalisation du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui".

Inscrit depuis 1966 à la liste des territoires non autonomes, et donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples colonisés, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupé depuis 1975 par le Maroc.

En décembre 2016, la Cour de

justice de l'Union européenne (CJUE) a conclu que le Sahara occidental est un territoire "séparé" et "distinct" de celui du Maroc. Par ailleurs, le chef de l'Etat sud-africain, Cyril Ramaphosa, a déclaré lors d'une rencontre avec son homologue mozambicain, à l'occasion de la troisième Commission binationale Afrique du Sud-Mozambique, tenue à Pretoria, que "les deux pays partagent une vision commune sur les questions de paix, de stabilité, de développement économique, d'intégration régionale et continentale".

"Nous entreprenons des programmes pour promouvoir le développement des jeunes, l'autonomisation des femmes, la réduction de la pauvreté et la création d'emplois", a-t-il dit, notant que ce sont là quelques-unes des mesures concrètes prises afin de réaliser la vision de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA).

In Aps

LIBYE :

L'ONU appelle au calme après une mobilisation de groupes armés autour de Tripoli

Déjà miné par les divisions entre institutions concurrentes de l'est et de l'ouest, le pays se retrouve depuis début mars avec deux gouvernements rivaux.

A lors que la Libye est en pleine crise politique, avec deux gouvernements concurrents revendiquant le pouvoir exécutif, l'ONU a mis en garde contre toute « provocation », jeudi 10 mars, à la suite d'informations sur une mobilisation de groupes armés autour de la capitale, Tripoli.

La Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) a affirmé qu'elle « suit avec inquiétude les informations sur la mobilisation de groupes armés et de convois » militaires, ce qui « accroît les tensions à Tripoli et dans ses environs ». Elle a renouvelé son « appel au calme » et souligné « l'importance de préserver la stabilité », exhortant « toutes les parties à s'abstenir de toute action susceptible d'engendrer des affrontements armés ».

« J'exhorte à la retenue et à s'abstenir de toute provoca-

tion, en paroles et en actes, y compris par la mobilisation de forces » armées, a pour sa part tweeté Stephanie Williams, l'émissaire du secrétaire général de l'ONU pour la Libye. Le 4 mars, Mme Williams avait proposé une médiation entre camps rivaux pour faciliter la tenue d'élections, dont le report en décembre a aggravé les divisions dans le pays.

La Manul a exhorté jeudi les rivaux libyens à « coopérer » avec Mme Williams dans le cadre de cette médiation, « afin de parvenir à une sortie de crise négociée ». L'ambassadeur des Etats-Unis en Libye, Richard Norland, a affirmé sur Twitter soutenir « pleinement le message de la Manul » et a appelé les différents protagonistes libyens à « saisir l'occasion de rechercher une solution politique plutôt que de risquer une escalade ».

Déjà minée par les divisions entre institutions concurrentes de l'est et de l'ouest, la Libye se retrouve depuis début mars avec deux gouvernements rivaux, comme elle l'a été entre

2014 et 2021, alors en pleine guerre civile après le renversement du régime de Mouammar Kadhafi. Un gouvernement formé par l'ancien ministre de l'intérieur Fathi Bachagha, approuvé par le Parlement siégeant à l'est, est en concurrence avec le cabinet en place à Tripoli, issu des accords politiques parrainés par l'ONU et dirigé par Abdelhamid Dbeibah, qui refuse de céder le pouvoir.

Bachagha n'a toujours pas pu installer son gouvernement dans la capitale. Mais des images et vidéos de convois de véhicules de milices qui lui seraient loyales, mobilisés à l'est de Tripoli et préparant vraisemblablement leur entrée dans la capitale, circulaient jeudi sur les réseaux sociaux. A hauteur du barrage dit de « kilomètre 27 », à l'entrée ouest de Tripoli, des dizaines de pick-up équipés de mitrailleuses et d'armements moyens et légers étaient stationnés en file sur la route côtière, selon un journaliste de l'AFP

R.I.

LIGUE DES CHAMPIONS LE CRB BAT JWANENG GALAXY (4-1) ET PREND PROVISOREMENT LES COMMANDES

Le CR Belouizdad s'est imposé avant-hier soir, avec autorité, face aux Botswanais de Jwaneng Galaxy 4-1 (mi-temps : 2-0), en match disputé au stade du 5-juillet d'Alger, comptant pour la 4e journée (Gr.C) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football. Comme il fallait s'y attendre, le Chabab a démarré la rencontre tambour battant en assiégeant le camp adverse, ce qui lui a permis d'obtenir un penalty, raté par l'attaquant Karim Aribi (19e). Ce n'était que partie remise, puisque les Algérois ont réussi de nouveau à obtenir un penalty, transformé cette fois-ci par Mohamed Islam Bakir (25e). Le défenseur de Jwaneng Galaxy Moagi Sechele, qui a concédé le penalty en touchant la balle de la main dans la surface, a été logiquement expulsé à la 23e minute, laissant ses coéquipiers en infériorité numérique pendant le reste de la partie. Avec plus de maîtrise dans le jeu et une possession de balle importante, le champion d'Algérie a réussi à corser l'adoption grâce à sa nouvelle recrue hivernale Aribi, peu avant la pause (41e). Au retour des vestiaires, les visiteurs sont revenus avec des intentions offensives dans l'espoir de refaire leur retard. Libre de tout marquage, Thabang Sinyi a réduit la marque de la tête (49e). Sentant le danger venir, les joueurs de l'entraîneur brésilien Marcos Paqueta ont multiplié les assauts, avant de voir leurs efforts récompensés à la 70e minute, grâce à un but de Housseyn Selmi, qui met définitivement les siens à l'abri. Le rentrant Kheireddine Merzougui a donné plus d'ampleur à la victoire du Chabab,

en clôturant le festival offensif dans le temps additionnel (90e+1). A l'issue de cette victoire, le CRB s'empare provisoirement du fauteuil de leader avec 8 points, alors que Jwaneng Galaxy est quasiment éliminé, et reste scotché à la position de lanterne rouge avec 1 point seulement. L'autre match du groupe C mettra aux prises samedi les deux clubs tunisiens : l'ES Sahel et l'ES Tunis, au stade Hammedi Agrebi à Radès (14h00). RS

QATAR BRAHIMI PASSEUR ET INSCRIT UN JOLI BUT CONTRE AL SHAMMAL

Pour son dernier match en championnat qatari, Yacine Brahimi s'est montré prolifique contre Al Shammal. Le meneur de jeu algérien clôturera sa saison en QSL par une passe décisive et un magnifique but. L'ancien joueur du FC Porto était passeur décisif sur l'ouverture du score des siens. À la 14e minute, il adresse une passe pour son coéquipier Hashim Ali qui met le ballon au fond des filets d'un joli extérieur du pied. Dix minutes après la première réalisation, Yacine Brahimi aggrave la marque, d'une superbe frappe enroulée qui ne laisse aucune chance au gardien. L'Algérien dribble son adversaire, avant de propulser le ballon en direction des cages de l'équipe visiteuse pour inscrire, par l'occasion, le deuxième but d'Al Rayyan durant ce match. À une minute de la fin de la première partie, Al Shammal réussit à réduire la marque. En seconde période, Mohammed Al Alawi marque contre son camp et permet à l'adversaire de revenir au score (2-2), dès l'heure du jeu. C'est Yohan Boli qui parvient à faire la différence et inscrire le 3e but en faveur des coéquipiers de Yacine Brahimi qui sortent victorieux de la rencontre. RS

APRÈS SON TRIPLÉ EN HUITIÈME DE FINALE

Karim Benzema grand favori du ballon d'or ?



Après le triplé de Karim Benzema lors de la victoire du Real Madrid contre le PSG (3-1), ce mercredi en huitième de finale retour de Ligue des champions, la presse internationale est quasiment unanime. Le buteur fait partie des grands favoris de cette cuvée, comme le Polonais Robert Lewandowski, qui empile but sur but avec le Bayern Munich. Pour Kylian Mbappé, il faudra peut-être attendre le nouveau format, qui prendra en compte la Coupe du monde. "Karim Benzema presse bien, le gardien fait une faute et on revient à 1-1. Là je crois que tout le stade était derrière nous, s'est réjoui le gardien belge au micro de RMC Sport. On a été cherché cette victoire avec le 2-1. Puis mettre directement le 3-1 cela a été clé. On a senti que c'était plus dur après ce but chez les joueurs du PSG. Je crois que Karim Benzema est l'un des

plus grands joueurs du monde, et peut-être le meilleur 9 avec Lewandowski en ce moment." Courtois : "C'est un vrai capitaine" Lui aussi auteur d'un triplé la veille lors du carton du Bayern contre Salzbourg (7-1), Robert Lewandowski semble presque avoir été éclipsé par le génie de Benzema contre Paris. Au point, déjà, de refaire naître les débats autour du dernier Ballon d'or remporté par Lionel Messi. "Il a peut-être montré pourquoi il devait gagner le Ballon d'or cette année. C'est un très grand joueur, a encore lancé Thibaut Courtois. C'est un vrai capitaine. Il a amené l'équipe vers la victoire avec ses buts et sa classe. A l'inverse du PSG dont l'aventure européenne s'est déjà arrêtée, Karim Benzema et le Rael Madrid seront bien au rendez-vous des quarts de finale de la Ligue des champions L'occasion pour l'atta-

quant de 34 ans de faire une nouvelle trembler les filets et d'écrire sa légende dorée avec les Merengue. Et au passage d'impressionner encore un peu plus un Thibaut Courtois dithyrambique à son sujet. Remis en fin d'année calendaire depuis sa création, en 1956, le trophée s'alignera désormais sur la saison de football, courant d'août à juillet, et comportera un jury resserré, une présélection affinée et des critères d'attribution plus clairs, selon le nouveau règlement dévoilé par France Football dans son édition à paraître samedi. « C'est l'opportunité de donner un nouvel élan. Avant, on jugeait sur deux demi-saisons. Ce sera plus lisible », a déclaré Pascal Ferré, rédacteur en chef de France Football, lors d'une présentation ce vendredi à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). RS

OGC NICE

Youcef Atal est de retour

Youcef Atal, l'international algérien de l'OGC Nice, fait partie de l'effectif convoqué par Christophe Galtier pour le déplacement des Aiglons à Montpellier. « Plus qu'en reprise, ils peuvent être opérationnels. Jordan (Amavi,

ndlr) a fait plus d'entraînements collectifs que Youcef. Youcef a démarré aujourd'hui (jeudi),... a confié le coach niçois en conférence de presse. Ce sont des joueurs importants, mais tous le sont dans l'effectif [...] Jordan s'est très bien

intégré et il a eu cette blessure, Youcef on le connaît. » Souffrant d'une blessure à la clavicule, Youcef Atal retrouve la compétition après plusieurs semaines d'absence. DM

LIGUE 1

Delort attendu de pied ferme à Montpellier

Nice s'est déplacé hier à Montpellier, où les supporters devraient réserver un accueil très particulier à Andy Delort, ancienne idole de La Paillade dont le départ l'été dernier a été très mal vécu dans l'Hérault. Les interdictions de déplacement de supporters sont aujourd'hui plus que fréquentes et les motifs invoqués, parfois

surprenants. Mais le préfet de l'Hérault a innové cette semaine dans son arrêté interdisant aux fans niçois de se rendre à la Mosson, justifié entre autres par le «départ surprise» de Delort, «pas accepté» selon lui par les ultras montpelliérains, qui n'auraient «pas pardonné cette défection de dernière minute de ce natif de l'Hérault».

Le texte a laissé l'entraîneur niçois Christophe Galtier assez perplexe. «J'ose espérer que ce n'est pas la seule raison de cette interdiction», a-t-il dit: «C'est quoi la prochaine étape? Qu'on ne puisse pas faire jouer un garçon qui passe d'un club à un autre? C'est vraiment dommage.» RS

CENTRE CULTUREL ALGÉRIEN À PARIS LES ACCORDS D'ÉVIAN EN DÉBAT

■ A l'occasion du 60^e anniversaire des Accords d'Évian coïncidant avec le 19 mars 1962, le centre culturel algérien à Paris, abrite une rencontre débat avec le moudjahid, sociologue et écrivain Mohand Tahar Zeggagh dit Rachid et historien, auteur de plusieurs ouvrages sur le colonialisme français Gilles Manceron, indique un communiqué des organisateurs.

« Les Accords d'Évian, une immense victoire », sera l'une des thématiques qu'aborderont les invités de cette rencontre. La fin de la guerre d'indépendance algérienne, marquée, le 19 mars 1962, par la signature des Accords d'Évian par lesquels la France coloniale reconnaissait sa défaite, a été une immense victoire du droit des peuples à la souveraineté, reconnue comme telle dans le monde entier. En un peu plus de sept années d'une guerre lancée par des hommes courageux et visionnaires qui ont risqué leur vie dans ce combat, les principales forces politiques et morales du peuple algérien se sont rassemblées dans le FLN, et, au prix d'immenses sacrifices, ont remporté une victoire qui a suscité dans tout le pays une explosion de joie. Dans le monde entier, la victoire du peuple algérien a suscité une reconnaissance et un prestige considérable.

A cette occasion, le CCA Paris, projettera le 16 mars, « Barberousse mes sœurs », un documentaire de Hassan Bouabdallah. L'histoire de ce film se déroule en 1982, où Hadj Rahim réalise Serkadji, un film de fiction sur la prison de Barberousse où furent incarcérés et exécutés des centaines de combattants du FLN. Le 3 octobre 1985, les anciennes détenues de cette prison sont invitées à une projection du film. Elles reviennent sur leurs conditions de détention.

Meriem.D

L'HOMME DE THÉÂTRE ABDELKADER ALLOULA Le lion d'Oran, l'immortel artiste

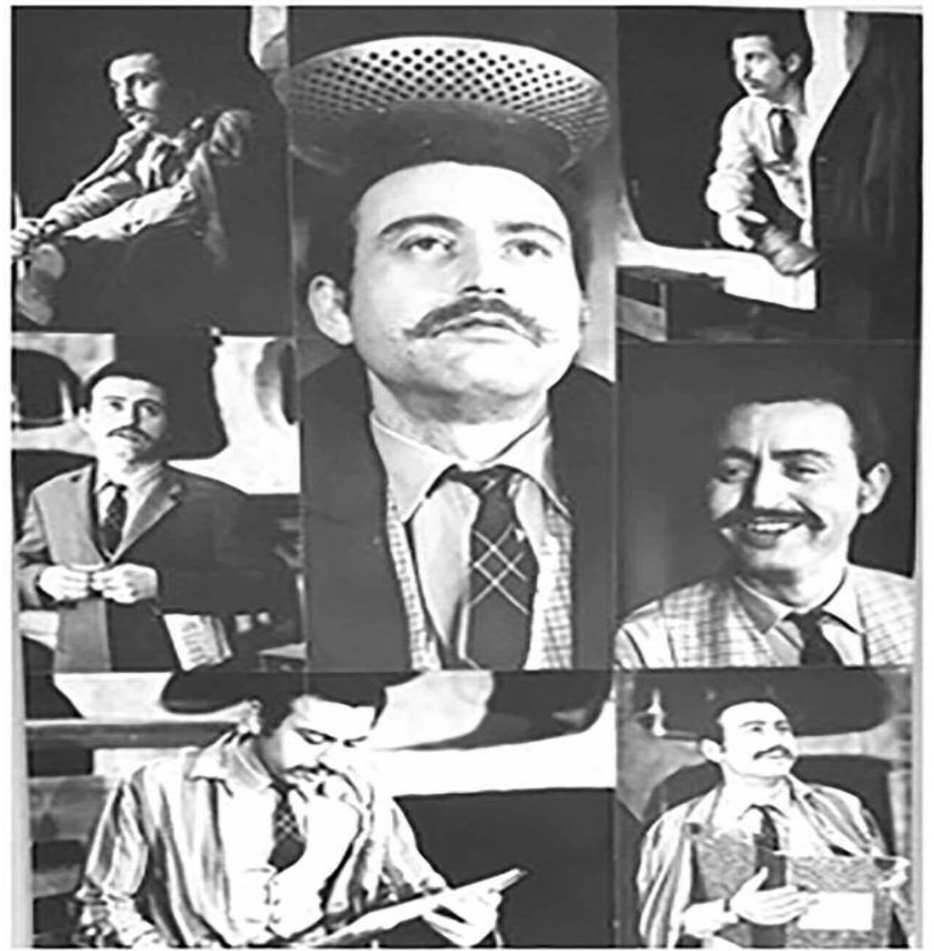
La personnalité et l'œuvre théâtrale d'Abdelkader Alloula, assassiné à Oran il y a 28 ans, ont constitué une source d'inspiration et un exemple à suivre pour un grand nombre de jeunes comédiens.

Abdelkader Alloula, victime d'un attentat le 10 mars 1994 alors qu'il se rendait lors d'une soirée du mois de ramadhan au théâtre d'Oran pour donner une conférence, fut très proche des jeunes, comme le souligne sa veuve Radja Alloula. "Sa coopérative théâtrale +1er Mai+ comptant de nombreux jeunes comédiens qui donnaient des spectacles et des représentations dans divers espaces, notamment dans les établissements scolaires, dans les villages les plus reculés et à l'occasion des festivals de théâtre et remportaient d'énormes succès", a-t-elle affirmé. Alloula, a précisé son épouse Radja, "était un habitué du festival du théâtre. Il était accueilli comme un grand frère, n'hésitant pas à prodiguer conseils et orientations aux jeunes férus des arts des planches et aux autres artistes en matière de textes, de mise en scène et autres facettes de l'art scénique", précise sa veuve qui préside la fondation, dédiée à son défunt époux. "Homme de théâtre, il a su donner au 4^e art national une nouvelle dimension aussi bien dans la forme que dans le contenu, en intégrant des formes d'expression puisées du terroir, à l'exemple de la "Halqa" et du "Goual", en utilisant la musique, la lumière, le décor, l'expression corporelle comme éléments fondamentaux de la dramaturgie", a souligné sa veuve qui préside la fondation dédiée à son défunt époux.

Alloula, a-t-elle affirmé, "a su mieux que quiconque parler et faire parler les petites gens, les laissés-pour-compte, les hommes et les femmes broyés par les aléas de la vie".

Une école nommée Alloula

Après près de trois décennies de sa disparition tragique "Sebâa Wahrane" (Le lion d'Oran) comme aiment à l'appeler affectueusement et avec respect les oranais, ses œuvres constituent une grande source d'inspiration pour bon nombre de jeunes comédiens. La fondation qui porte son nom offre une aide appréciable aux jeunes désirant faire des recherches sur l'œuvre et le parcours de ce monument du théâtre national. Le metteur en scène, Mohamed Belfadel, a indiqué que "Alloula accompagnait souvent les jeunes troupes des



années 80 et 90 à l'instar du TTO (théâtre des travailleurs d'Oran), les associations +El Amel+, +Hammou Boutlelis+, +Ibn Sina+ et +Noudjoum+, de véritables pépinières qui ont permis l'éclosion de bien de talents et d'exaltantes aventures"

Son amour pour le 4^e art l'incitait à encourager toutes les initiatives juvéniles. Les jeunes d'Oran et d'autres régions du pays le prenaient pour leur exemple et symbole dans cet art. "Alloula a pu donner à sa personnalité plusieurs facettes, celles du comédien, de l'auteur et du metteur en scène", a affirmé Mohamed Belfadel.

"C'est Alloula qui m'a encouragé à m'investir dans le théâtre", reconnaît avec fierté, Mohamed Mihoubi, metteur en scène et président de l'association "El Amel"

d'Oran. " Il était toujours présent pour soutenir les jeunes comédiens. Il assistait aux générales de notre association et lui prodiguait conseils et orientations", a-t-il affirmé. "J'ai beaucoup appris de lui notamment en matière d'art ", a indiqué Mihoubi, qui garde encore en mémoire une des recommandations de l'artiste: "Avant d'être artiste, il faut s'armer de culture". Mohamed Mihoubi a reconnu avoir beaucoup appris de l'expérience d'Alloula, notamment dans le monologue. "Sa pièce + Homk Salim + adaptée du +Journal d'un fou + de Nicolas Gogol m'a motivé à suivre cet exemple et j'ai réussi à mettre en scène + Nar fi haratna + (un incendie dans notre quartier", s'est-il remémoré.

M. D.

OPÉRA D'ALGER

Clôture de la résidence artistique "One Beat Sahara"

La manifestation de la résidence de création musicale "One Beat Sahara" a été clôturée, avant-hier soir à l'Opéra d'Alger, avec un concert animé par les artistes ayant pris part à cette manifestation internationale en présence d'un public nombreux.

Pendant plus de trois heures, le concert de clôture a été marqué par la présentation de plusieurs chansons entre styles algérien, afro-américain et africain comme le raï, le chaâbi, le jazz, le blues et le rap, avec la participation de jeunes artistes et chanteurs algériens ainsi que d'autres issus de beaucoup de pays notamment des Etats-Unis, de Tunisie, de Mali, de Libye, et de Mauritanie.

En présence de l'ambassadrice américaine en Algérie, Mme Elizabeth Moore Aubin, le concert a vu la participation du musicien et chanteur Chakib Bouzidi, un des directeurs artistiques et initiateurs de cette manifes-

tation, ainsi que le célèbre batteur Karim Ziad.

La manifestation de la résidence de création musicale "One Beat Sahara" s'était ouverte le 21 février dernier durant deux semaines dans l'oasis de Taghit (wilaya de Bechar) et une

semaine à Alger avec la participation de 23 musiciens algériens, américains, et en provenance de plusieurs pays africains.

Organisée par l'ambassade des Etats-Unis en Algérie, en collaboration avec le ministère de la

Culture et des Arts, cette manifestation vise à assurer une formation de haut niveau aux artistes et produire des œuvres musicales nouvelles et originales et à leur ouvrir de nouvelles perspectives. Lancée par "Found Sound Nation" en 2012,

la résidence artistique "One Beat" rassemble annuellement, pendant un mois, de jeunes artistes talentueux de différents pays pour favoriser la création et sa promotion dans des tournées américaines.

R. C.

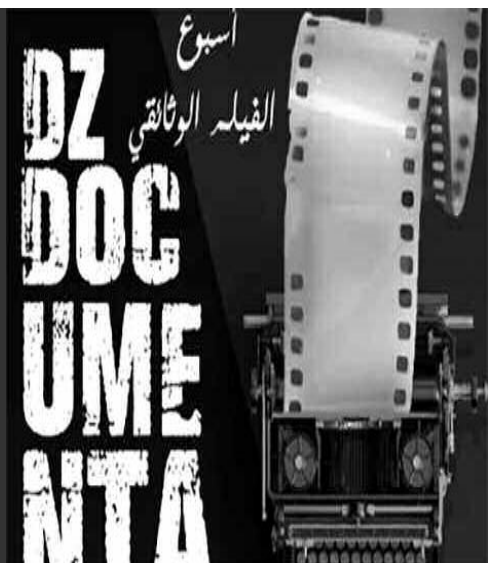
LA SEMAINE DU FILM DOCUMENTAIRE S'OUVRE À ALGER

DOUZE FILMS À L'AFFICHE

Le Centre algérien de développement du Cinéma (Cadc) lance, du 12 au 17 mars à Alger, la Semaine du film documentaire, avec la projection de douze films aux thématiques différentes, indiquent les organisateurs. Accueillis à la salle de cinéma El Khayam, douze longs métrages documentaires aux contenus en lien avec l'histoire, l'anthropologie et le patrimoine animeront cette événement, initialement prévu en décembre dernier à la salle de la cinémathèque, et reporté en raison de la hausse des cas d'infection au coronavirus

aux dates prévues. Cet événement comptera notamment les documentaires, "André Ravereau", de Jean Asselmeyer, "143 Rue du Désert" de Hassan Ferhani, "Babylone Constantine" de Sid Ahmed Semiane, "Emir Abdel kader" de Salem Brahim, "Sophonisbe, Reine sacrifiée de Circe" du regretté Abdallah Touhami, "UGEMA" de Mohammed Latréche, "Les Camps de Regroupements" de Saïd Oulmi, "A Mansourah tu nous as séparés" de Meriam Dorothee Kellou et "Enrico Mattei et la Révolution algérienne" de Ali Ayadi. Les documentaires, "Patronymes Algériens, Haine Française" de Fatiha Bourouina, "Bahrouna" de Fatiha Afiane et "Ni là bas, ni là bas" de Hocine Saadi seront présentés en avants premières.

MD





À VENDRE

Appartement de type F3.
Lieu cité Eplf en face université Bab Ezzouar Alger
Situé à côté station tramway et à 100 mètres de la future station métro.
Situé à peine 10 minutes de l'aéroport international d'Alger et 5 minutes du centre commercial Suisse Appartement situé au 1er étage et complètement refait
Climatisation, téléphone et internet disponible. Appartement situé dans une cité fermée qui dispose d'espace de jeux pour les enfants Acte notarié et livret foncier disponibles

Tel: 0770829271

Suivez nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page
Facebook : [L'EXPRESSDZ](https://www.facebook.com/LEXPRESSDZ)

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE LA SANTE

Centre hospitalo-universitaire de Sétif
Numéro d'identification fiscal : C.S.F 098619015000928

Un appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°... /C. H.U.S/2022

Le Centre hospitalo-universitaire de Sétif, lance un appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour AQUISITION DES EQUIPEMENTS MEDICAUX AU PROFIT DU CHU DE SETIF DURANT L'ANNEE 2022. REPARTI EN 02 LOTS SEPARES.

LOT N°01 : Equipements de soin intensif pour départements anesthésie réanimation.

LOT N°02 : Equipements de soin intensif pour service cardiologie.

Le présent appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales s'adresse aux représentants des fabricants, importateurs et distributeurs agréés par le ministère de la santé, Justifiant les conditions d'éligibilité suivantes :

- Capacités financières : Ayant au minimum la moyenne de chiffre d'affaires des deux années (2019-2020) de 15 000 000,00 DA.
- Capacités techniques : Ayant réalisé 03 projets au minimum de même nature dans le secteur public (Acquisition des équipements médicaux). Justifiée par des attestations de bonne exécution établies par le service contractant dans les trois années (2018-2019-2020).
 - Chaque équipement est considéré comme un lot séparé.
 - Les candidats intéressés peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots.
 - Les soumissionnaires peuvent être attributaire d'un ou plusieurs lots.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer Le cahier des charges auprès de la direction générale du CHU de SETIF (Bureau des marchés) contre le paiement d'un montant de : 3 000,00 DA auprès du trésorier du CHU non remboursable qui représente les frais de la documentation.

Les offres devront être adressées dans une enveloppe unique fermée au : CENTRE HOSPITALO UNIVERSITAIRE DE SETIF - DIRECTION GENERAL BUREAU DES MARCHES

Le pli extérieurs fermé, sans signature ni cachet, portant la mention :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres n°..... AQUISITION DES EQUIPEMENTS MEDICAUX AU PROFIT DU CHU DE SETIF DURANT L'ANNEE 2022. REPARTI EN 02 LOTS SEPARES. »

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière:

1- Un dossier de candidature doit comprendre ce qui suit :

- La déclaration de candidature renseignée, signée, cachetée, datée selon le model ci-joint
- Une déclaration de probité renseignée, signée, cachetée, datée selon le model ci-joint
- Le statut et éventuels modificatifs pour les sociétés dotées de la personnalité morale,
- Une copie de l'extrait de registre de commerce électronique.
- L'Agrement du Ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière.
- La délégation de pouvoirs s'il y a lieu.
- Les bilans comptables des années 2018 et 2019 et 2020 visés par les services des impôts et certifiés par commissaire aux comptes ou comptable agréé.
- La copie de l'extrait de rôle apuré ou avec un échéancier avec mention non enregistrée dans la carte nationale des fraudeurs.
- Engagement solidaire Fabricant /Importateur
- Les copies des attestations de bonne exécution des projets de même nature (Acquisition, des équipements médicaux) délivrées par les opérateurs publics,

2 - L'Offre technique :

- Une déclaration à souscrire selon le modèle joint en annexe ; renseignée, signée et datée.
- Un mémoire technique justificatif (modèle joint en annexe)
- Engagement de délai de livraison (modèle joint en annexe)
- Engagement de délai de garantie (modèle joint en annexe)
- Engagement pour le service après vente (modèle joint en annexe).
- Fiche technique (caractéristique techniques de l'équipement avec prospectus et catalogue) en langue Française ou en langue Anglaise paraphée, mentionnant la dénomination de l'entreprise)
- Certificat de conformité de l'équipement aux normes du pays de fabrication, en langue française ou traduite en français
- Certificat de marquage et système de qualité en cours de validité, en langue française ou traduite en français
- Le cahier des charges renseigné, signé, cacheté et daté portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

3 - L'Offre financière:

- La lettre de soumission renseignée, signée, cachetée et datée.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) renseigné, signé, cacheté et daté.
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE) renseigné, signé, cacheté et daté.

la date limite de préparation des offres et fixée à quinze (15) jours à partir de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux et BOMOP, les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis, le dernier jour de la préparation des offres mentionné sur le cahier des charges à 13:00 h

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs offres pendant une période égale à la durée de préparation de l'offre augmentée de (3) trois mois

Le dépôt des offres est fixé le dernier jour de la durée de préparation des offres de 08 :00 h à 13:00 h.

COVID

Qu'a-t-on appris après deux ans de pandémie, vaccins, Omicron, variants, télétravail ?

Cela fait deux ans que l'Organisation mondiale de la santé a annoncé que l'épidémie de Covid-19 était officiellement une pandémie. Depuis ce jour, 11 mars 2020, le monde a changé à une vitesse incroyable - de la façon dont nous travaillons aux traitements médicaux à notre disposition.

1-LES VACCINS À ARNm FONCTIONNENT ET PEUVENT ÊTRE FABRIQUÉS TRÈS RAPIDEMENT.

Presque dès le début de la pandémie, les chercheurs se sont lancés dans une course pour fabriquer un vaccin capable de protéger les gens contre le Covid-19. Certains d'entre eux ont décidé d'utiliser un type de technologie qui n'avait jamais abouti à un vaccin approuvé pour l'usage humain - l'ARNm. Le risque a été payant. Non seulement Pfizer-BioNTech (et plus tard Moderna) a réussi à mettre au point un vaccin contre le Covid-19 plus rapidement que quiconque en utilisant l'ARNm, mais ce faisant, elle a également ouvert la voie à toute une série de nouveaux traitements utilisant une technologie similaire. Le processus fonctionne en prenant un petit morceau de code génétique, appelé ARNm, et en l'enrobant de graisse. Il peut ensuite être absorbé par les cellules, qui l'utilisent comme un ensemble d'instructions pour produire un nouveau matériel. Dans les vaccins contre le coronavirus, l'ARNm demande à nos cellules de créer une petite partie du virus Covid-19. Ce fragment n'est pas dangereux, mais le système immunitaire de l'organisme peut apprendre à le reconnaître afin d'être prêt à attaquer le véritable virus Covid-19 si vous êtes infecté. Mais l'ARNm a le potentiel d'être utilisé de bien d'autres façons.

Outre la création potentielle de vaccins contre des maladies telles que le VIH, la grippe et Zika, il pourrait être utilisé pour entraîner le système immunitaire de l'organisme à attaquer les cellules cancéreuses, pour créer les protéines manquantes dans les cellules des personnes atteintes de mucoviscidose ou pour apprendre au système de défense de l'organisme des personnes atteintes de sclérose en plaques à cesser d'attaquer le système nerveux.

2-LE COVID-19 SE PROPAGE DANS L'AIR BEAUCOUP PLUS FACILEMENT QUE NOUS LES PENSIONS INITIALEMENT.

Environ quatre mois après l'annonce de l'épidémie de Covid-19, l'Organisation mondiale de la santé a tweeté : "FAIT : #COVID19 n'est PAS transmissible par l'air." Dans le même temps, les experts de l'OMS ne conseillaient pas aux gens de porter des masques. "Il n'y a aucune preuve spécifique suggérant que le port de masques par la population de masse présente un avantage particulier", a déclaré le directeur exécutif du programme des urgences sanitaires de l'OMS, le Dr Michael Ryan. "Nous ne recommandons pas l'utilisation de masques, sauf si vous êtes vous-même malade", a ajouté Maria Van Kerkhove, responsable technique de Covid-19. Mais ce que l'on a appris depuis le début de l'épidémie a modifié ces opinions. L'OMS recommande désormais de "faire du port du masque un geste normal en présence d'autres personnes". En effet, il est de plus en plus évident que le Covid-19 ne se transmet pas seulement par de grosses gouttelettes de salive ou de mucus qui restent dans l'air pendant une courte période après qu'une personne a toussé ou éternué, ou par contact avec une surface contaminée. L'OMS affirme désormais qu'elle "peut également se propager par le biais d'aérosols", c'est-à-dire de particules beaucoup plus petites qui peuvent rester beaucoup plus longtemps dans l'air. D'autres organismes médicaux vont plus loin.

L'INHALATION DU VIRUS

Dans un éditorial, le British Medical Journal a déclaré : "Dans les situations de proximité, les gens sont beaucoup plus susceptibles d'être exposés au virus en l'inhalant qu'en le voyant voler dans l'air en grosses gouttelettes pour atterrir sur leurs yeux, leurs narines ou leurs lèvres." "On considère désormais que la transmission du SRAS-CoV-2 après avoir touché des surfaces est relativement minime." La recherche a trouvé des exemples où des personnes atteintes du Covid ont infecté d'autres personnes qui se trouvaient à plus de 2 m ou ont attrapé le virus dans un espace aérien où se trouvait une personne infectieuse quelques minutes ou quelques heures auparavant. "En mars [2020], les gens m'appelaient pour me demander combien de temps ils devaient faire tremper la boîte de haricots dans de l'eau de Javel avant de pouvoir l'introduire dans la maison. Tout le monde était en quelque sorte hyper-vigilant et hyper-paranoïaque", a déclaré Paula Cannon, professeur émérite de microbiologie moléculaire et d'immunologie à la Keck School of Medicine de l'USC. "Nous avons appris depuis que le virus en suspension dans l'air dans les espaces intérieurs mal ventilés - émis par des personnes sans masque lorsqu'elles parlent ou chantent ou simplement respirent - est la cause probable de la plupart des transmissions et la raison pour laquelle les bars et restaurants intérieurs sont si risqués." Le lavage des mains et le nettoyage des surfaces sont toujours de bonnes habitudes à prendre, mais l'accent est désormais mis sur le port du masque et la ventilation.

3-BEAUCOUP D'ENTRE NOUS PEUVENT MAINTENANT TRAVAILLER À DOMICILE, ET C'EST LA POUR RESTER.

Des millions de personnes dans le monde ont été renvoyées du bureau et du lieu de travail pendant la pandémie et ont été invitées à travailler à domicile. C'est quelque chose qui n'aurait pas été techniquement possible il y a seulement quelques années, mais Covid a montré que des choses comme les appels vidéo sont faciles à faire pour beaucoup de gens. Il semble que cela pourrait changer la façon dont des millions d'entre nous font leur travail. Le géant des médias sociaux Twitter a fait les gros titres dans le monde entier en mai 2020 lorsqu'il a déclaré : "Les employés de Twitter peuvent maintenant travailler à domicile pour toujours... les derniers mois ont prouvé que nous pouvons faire en sorte que cela fonctionne." Elle a toutefois ajouté que les employés devaient avoir "un rôle et une situation qui leur permettent de travailler à domicile".

Facebook a fait une annonce similaire au début de l'année, mais les géants de la technologie ne sont pas les seuls à vouloir faire la transition. Un sondage réalisé par Enterprise Technology Research auprès de 1 200 entreprises a montré que le pourcentage de travailleurs dans le monde qui travaillent en permanence à domicile devrait doubler en 2021. C'est un objectif que beaucoup de travailleurs souhaitent voir se réaliser. Dans une enquête mondiale menée auprès de plus de 200 000 personnes dans 190 pays, Boston Consulting a constaté que 89 % des personnes s'attendent à pouvoir travailler à domicile de temps en temps. Ils n'étaient que 31 % avant la pandémie. Il s'agit notamment des personnes qui tra-

vailent dans des secteurs tels que le travail manuel et la fabrication et qui espèrent pouvoir effectuer au moins une partie de leurs tâches depuis leur domicile. Mais pour de nombreuses personnes, dont les emplois sont souvent moins bien rémunérés et moins sûrs, les possibilités de travail flexible peuvent être plus limitées. Cela pourrait encore accroître les inégalités dans la société.

4- LA PANDÉMIE A FRAPPÉ LE PLUS DUREMENT LES PERSONNES LES PLUS VULNÉRABLES DE LA SOCIÉTÉ

Le monde est inégal et, malheureusement, l'épidémie de Covid-19 a montré qu'une crise peut aggraver la situation. En Grande-Bretagne, une étude menée par des chercheurs de la UK Biobank a révélé que dans la partie la plus défavorisée du pays, 11,4 % des personnes avaient contracté le Covid, tandis que dans les zones les moins défavorisées, le taux était inférieur (7,8 %). L'équipe a également constaté que les personnes issues de minorités ethniques étaient également touchées de manière disproportionnée, ce qui s'est également produit aux États-Unis. À New York, les données de 2020 ont montré que les Hispaniques et les Noirs représentaient respectivement 34 % et 28 % des décès dus au Covid, mais seulement 29 % et 22 % de la population. Des recherches menées en Californie ont montré que les patients noirs non hispaniques avaient 2,7 fois plus de chances d'être hospitalisés que les patients blancs non hispaniques. Dans de nombreux pays, il n'existe pas de données précises sur les effets du Covid, mais au niveau mondial, l'une des plus grandes disparités concerne les taux de vaccination. Dans les pays à revenu élevé et intermédiaire, environ 70 % des personnes sont entièrement vaccinées, selon Notre monde en chiffres. Ce chiffre tombe à seulement 4 % dans les pays à faible revenu. Même dans les pays à revenu moyen inférieur, le taux n'est encore

que de 32 %. Alors que les autorités médicales distribuent des doses de rappel pour une protection efficace à mesure que le variant Omicron se répand dans le monde, les conséquences mortelles de la lenteur du déploiement des vaccins dans les pays moins développés pourraient devenir encore plus mortelles.

5. NOUS SOMMES MOINS SÛRS DE LA FAÇON DONT, OU SI, LA CRISE DU COVID-19 SE TERMINERA

L'immunité collective est devenue un mot à la mode au début de la pandémie, l'idée étant que si suffisamment de personnes acquièrent une résistance au Covid, soit en attrapant la maladie, soit en se faisant vacciner, le virus deviendra moins menaçant. Cela semble de plus en plus difficile à réaliser. Il s'avère que la réponse de notre système immunitaire diminue avec le temps, c'est pourquoi les pays qui le peuvent mettent en place des programmes de rappel du vaccin. Selon Shabir A Madhi, doyen de la faculté des sciences de la santé et professeur de vaccination à l'université du Witwatersrand, en Afrique du Sud, la réponse immunitaire après une infection ou une vaccination dure environ six à neuf mois. Si les vaccins protègent efficacement contre les maladies graves, même les meilleurs ne semblent pas empêcher les gens de contracter le Covid (bien que les personnes infectées puissent ne présenter aucun symptôme) et de le transmettre à d'autres. Les variants ont également mis en évidence le fait que nous devons probablement "vivre avec" le virus à mesure qu'il évolue, en mettant régulièrement à jour les vaccins pour s'adapter aux nouveaux variants. Dans ce scénario, les pays hautement vaccinés continueront à vivre dans une certaine normalité, sachant que même si certaines personnes tomberont malades à cause du Covid, les systèmes de santé ne seront pas submergés.

Par Peter Ball
BBC World Service



Quotidien national d'information édité par la **SARL ADRA COM**
Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir, 02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger Tel/FAX Administration et publicité: 023.70.99.92

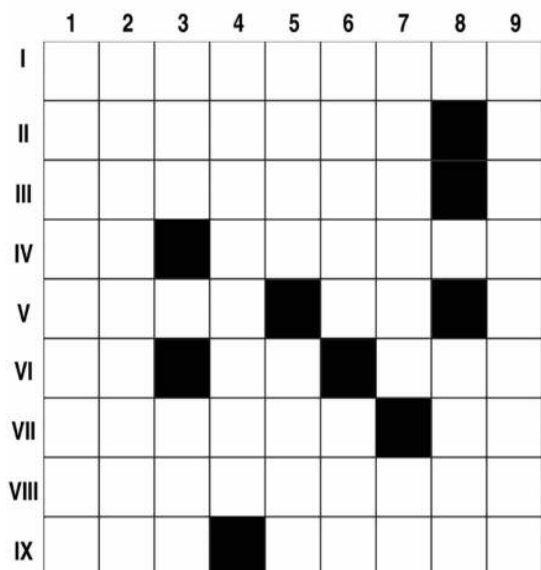
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com / Email: redaction@express-dz.com / Site Web:
www.lexpressquotidien.dz / TEL/FAX: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

IMPRESSION SIA ALGER BAB EZZOUAR

PUBLICITÉ : POUR TOUTE PUBLICITÉ, S'ADRESSER À L'AGENCE NATIONALE DE COMMUNICATION D'ÉDITION ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)
Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 - (021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 - (021)73.99.19
Mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

Mots Croisés



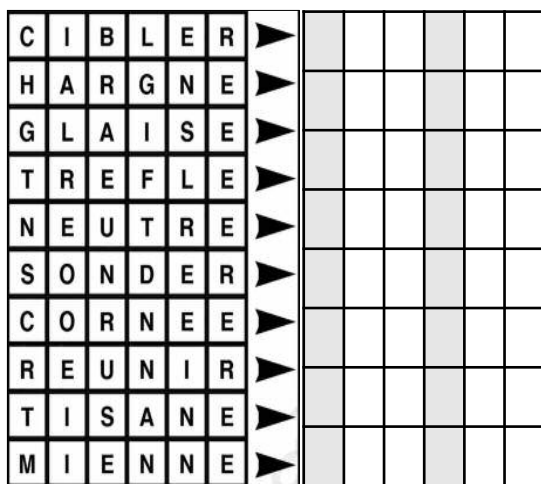
HORIZONTALEMENT

I. Permutation. II. Ça fait mauvaise impression. III. L'enfer du Gl. IV. Argent. Barrent. V. Démentis. Etain. VI. Con sur les bords. Drame oriental. Un proche. VII. Tira la langue. L'opinion. VIII. Ductile. IX. Sans eau. Saule.

VERTICALEMENT

1. Parties remises. 2. Excentrique. 3. Aurochs. Etendue d'eau. 4. Vespasienne. 5. Volcan. Prénom allemand. 6. Changeais de timbre. Planche. 7. Conduisit. Mesure l'intelligence. 8. Grimace. 9. Se déplacer à pas de souris.

Anagrammes



TROUVEZ LES ANAGRAMMES DES 10 MOTS DE LA GRILLE DE GAUCHE POUR FORMER VERTICALEMENT DANS LA GRILLE DE DROITE LE NOM DE DEUX MASSIFS MONTAGNEUX DANS LES ALPES FRANÇAISES.

SOLUTION DES MOTS CROISÉS • N°14

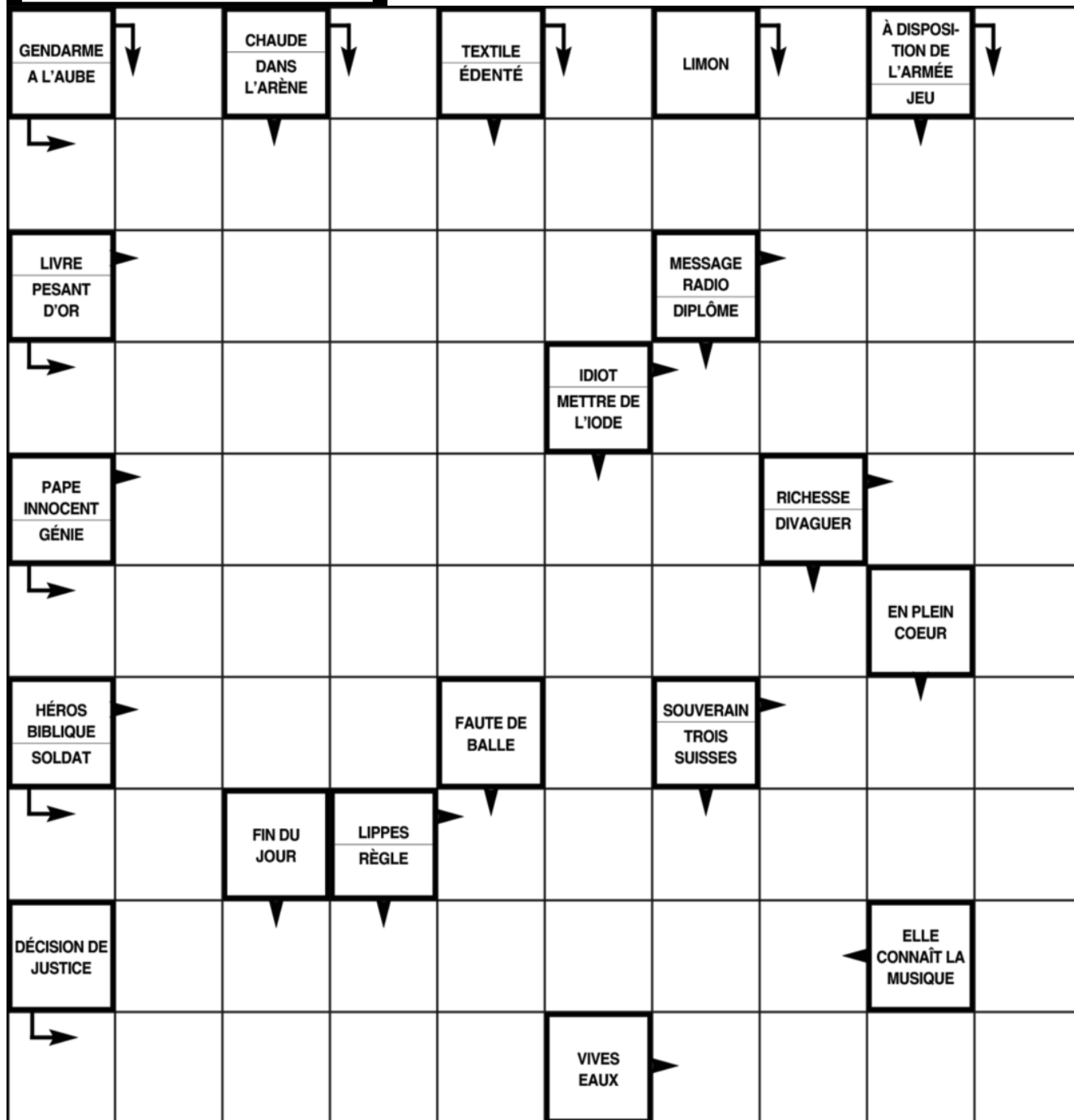
HORIZONTALEMENT

I. Aiguebelette. Paladru. II. Loutre. Alu. Saisies. III. Ericacees. Ve. Tr. Bi. IV. Ecrins. Em. Maori. Oman. V. Rail. Cret. Nirvana. VI. Tv. Lachenal. Narrent. VII. Vanoise. Trireme. Fier. VIII. Ile. Earl. Ino. Est. Ena. IX. Leman. Ivan. Sansabris. X. Ortie. Lege. Tera. As. XI. Er. Ce. Alla. Euh. XII. Ensanglantée. Engins. XIII. Cv. Iena. Utes. XIV. Hautecombe. Grasse. XV. Arcalod. Ace. Obei. Arc. XVI. Md. Mil. Iseran. Sbiere. XVII. Miolans. Roussette. XVIII. Epierez. Eros. Au. XIX. Roc. Etui. Entamee. Foi. XX. Yuans. Rousseau. Tomme.

VERTICALEMENT

1. Albertville. Chambéry. 2. Io. Cavale. Revard. Pou. 3. Gueri. Nemo. Uc. Mica. 4. Utrillo. Arcs. Tamie. 5. Erin. Aient. Ameliores. 6. Beccs. Csa. Inn. Collet. 7. Cherie. Od. Azur. 8. Lacere. Lv. Clam. In. Io. 9. Element. Alea. Basse. 10. Tue. Tarine. Niece. Res. 11. Sm. Lin. Gate. Errons. 12. Es. An. Roselend. Aoste. 13. Avoine. Lea. Onu. Aa. 14. Pierramenta. Gb. Samu. 15. As. Ivresse. Eure. Sue. 16. Lit. Ar. Tarentaise. Et. 17. Aeronef. Bauges. Bts. 18. Ds. Manier. Hissait. Fm. 19. Ba. Tenia. Erre. Om. 20. Ugine. Rassise. Ce. Vie.

Les mots fléchés



MOTS MÊLÉS N° 14

ALPAGE
ALPES
ALPINISME
ALTITUDE
ANDES
APLOMB
ARMOR
ASCENSION
BALISAGE
CAMPING
CANYONING
CASCADE
CHALET
DÉGEL
ESCALADE
EVEREST
FORÊT
HIMALAYA
GLACIER
MASSIF
MONTAGNE
NEIGE
OISANS
PANORAMA
PISTE
RANDONNÉE
RAQUETTES

REMONTÉE
ROCHEUSES
SIERRA

SOMMET
TÉLÉPHÉRIQUE
TERTRE

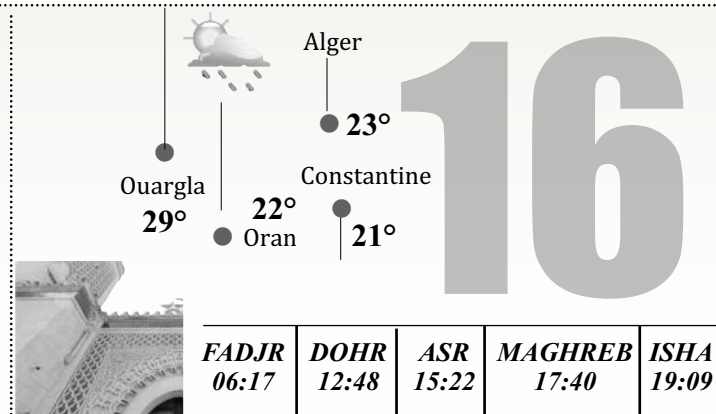
TOURISME
TRANSAT
TREKKING

L	S	P	I	S	T	E	E	D	A	L	A	C	S	E	E
E	O	A	E	X	M	E	E	A	M	A	R	O	N	A	P
G	M	P	U	G	O	G	E	T	R	A	N	S	A	T	S
E	M	L	Q	L	N	A	N	E	T	T	O	E	R	E	E
D	E	O	I	A	T	P	N	M	E	A	I	T	C	R	D
A	T	M	R	C	A	L	O	S	L	M	S	T	A	T	N
C	A	B	E	I	G	A	D	I	A	A	N	E	M	R	A
S	L	A	H	E	N	R	N	R	H	S	E	U	P	E	H
A	P	L	P	R	E	M	A	U	C	S	C	Q	I	K	I
C	I	I	E	O	R	O	R	O	D	I	S	A	N	K	M
A	N	S	L	F	O	R	E	T	I	F	A	R	G	I	A
R	I	A	E	C	A	N	Y	O	N	I	N	G	N	N	L
R	S	G	T	E	D	U	T	I	T	L	A	E	A	G	A
E	M	E	I	R	R	E	M	O	N	T	E	E	I	E	Y
I	E	S	E	P	L	A	E	V	E	R	E	S	T	G	A
S	N	A	S	I	O	R	O	C	H	E	U	S	E	S	E

19 ET 1 DÉCÈS

Dix-neuf (19) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 28 guérisons et un (1) décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier, le ministère de la Santé dans un communiqué.

CORONAVIRUS



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 13 MARS 2022 // N°261 // PRIX 20 DA

L'ÉDITORIAL D'EL DJEICH N° 704 DE MARS 2022

«L'Armée nationale est sciemment ciblée par des officines parce qu'elle est la soupape de sécurité de l'Algérie»

Dans son éditorial de mars 2022, la revue militaire El Djeich a fait une piqûre de rappel historique, en convoquant les Martyrs de la guerre d'indépendance « qui ont choisi le sacrifice de leur vie comme gage de dignité et d'émancipation, plutôt que de vivre sous le joug d'un colonialisme injuste et odieux qui a opprimé les Algériens des décennies durant ». Ces héros avaient la conviction que leur lutte et leurs sacrifices allaient être couronnés par la victoire et qu'inéluctablement, l'aube de l'Indépendance allait finir par poindre, « même si le destin voudra qu'ils n'y assisteront pas et ne la vivront pas ».

« Aujourd'hui, en à peine deux années, de nombreux projets ont été achevés, notamment l'édifice institutionnel de l'Etat, qui permettra de créer les conditions idoines et nécessaires à l'établissement d'une base économique solide qui profitera au citoyen et assurera la prospérité au pays.

« En réaction à cette détermination déclarée de l'Algérie et de son Président à concrétiser les espoirs et les aspirations du citoyen en un avenir meilleur, certaines parties connues pour leur haine et leur rancœur envers notre pays continuent de distiller leur poison et de répandre des mensonges, dans l'espoir d'entraver la marche de la nouvelle Algérie qui mène une course contre la montre, à pas sûrs et étudiés, pour rattraper le retard et raccourcir les distances vers un avenir dont les perspectives commencent à se préciser ».

« Le fait incontestable est que les officines du mal entendent de nouveau remettre au goût du jour des plans obsolètes dans le but de perturber la stratégie globale adoptée par les hautes autorités afin de redresser le



pays. Ces cercles et officines savent pertinemment que les capacités et les potentialités de notre pays l'habilitent à concrétiser les aspirations du peuple algérien dans des délais raisonnables, avec le soutien de l'Armée nationale populaire ».

« Et parce que la stabilité est l'une des conditions essentielles de la mise en œuvre de la stratégie de développement de la nouvelle Algérie, cette orientation n'est pas du goût et dérange ces parties hostiles qui œuvrent à semer le doute le citoyen algérien, en se fourvoyant dans des débats stériles et en proférant des mensonges éhontés, des accusations sans fondement, mettant l'accent sur des exceptions et exagérant les lacunes, tout en négligeant, à dessein, les réalisations sur le terrain qui ont opéré des changements positifs et les projets prometteurs.

« L'objectif principal de ces officines est de cibler en premier lieu l'Armée nationale populaire et son commandement parce qu'elle est la soupape de sécurité de l'Algérie et parce qu'elle est l'obstacle qui se dresse face à leurs plans hostiles et terroristes.

« Les résultats que notre armée a obtenus et continue d'obtenir sont ceux de la sacralisation par les éléments de cette armée nationale de leurs missions consti-

tutionnelles, incarnation de la doctrine de sa Révolution libératrice, de leur foi profonde et ferme en les valeurs nationales, de leur conscience de l'ampleur des enjeux à relever, de leur attachement à la loyauté et à la fidélité aux sacrifices des Chouhada ainsi qu'au serment qu'ils ont prêté de servir l'Algérie en toutes circonstances et en tout temps. L'Algérie restera fidèle aux sacrifices de ses Martyrs et aux principes de sa Révolution, comme elle

RAMADHAN 2022

LE MARCHÉ ALGÉRIEN APPROVISIONNÉ DE 54.500 TONNES DE VIANDES

Une quantité de 54.500 tonnes de viandes rouges sera injectée sur le marché à l'occasion du mois sacré du Ramadhan, a indiqué à l'APS un responsable du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. Le directeur de l'organisation des marchés et des activités commerciales au ministère, Ahmed Mokrani a affirmé que cette quantité sera assurée grâce à « l'abattage prévu de 29.000 de têtes bovines, soit l'équivalent de 14.500 tonnes de viandes, et près de 1 million de têtes ovines, soit 30.000 tonnes de viandes rouges locales, alors que la quantité de 10.000 tonnes de viandes restante sera assurée par les wilayas du Sud ». « La société algérienne

60E ANNIVERSAIRE DES ACCORDS D'EVIAN: LA PERSPICACITÉ DU NÉGOCIATEUR ALGÉRIEN AU CENTRE D'UN FILM DOCUMENTAIRE

M.T.

Le ministère des Moudjahidines et des Ayants-droit a réalisé un film documentaire dans le cadre de la commémoration du 60e anniversaire des accords d'Evian (19 mars 1962-2022), intitulé "Le négociateur algérien" retraçant un tournant décisif de la lutte du peuple algérien couronnée par le triomphe de la cause algérienne. Réalisé par Tayeb Touhami, ce documentaire de 52 minutes met en exergue, à travers des témoignages de moudjahidine, politiques et historiens, le rôle majeur du négociateur algérien dans les

diverses étapes de négociations avec le colonisateur français, ayant donné lieu à la victoire de la cause nationale juste et à l'organisation d'un référendum d'autodétermination suivi d'un cessez-le-feu et la proclamation du recouvrement de la souveraineté nationale le 5 juillet 1962. Les témoignages de Redha Malek, Hocine Benmaalem avec d'autres enseignants et historiens tels que Amar Rakhila, Omar Boudhria et Mohamed Abbas ont souligné que le négociateur algérien incarné par les meilleurs enfants du pays, "est convaincu de l'indépendance, et en dépit des manœuvres et de la ruse de la partie française dans le traitement des questions sensibles, est resté fidèle et ferme à ses positions, lui qui a grandi en faisant face aux difficultés et a appris de l'école du Mouvement national et de la Révolution algérienne, d'où le fruit de ces négociations".

PAIN : DES MESURES INCITATIVES AU PROFIT DES BOULANGERS POUR STABILISER LES PRIX

Plusieurs nouvelles mesures incitatives seront prises au profit des boulangers visant à préserver leur marge bénéficiaire et la stabilité des prix du pain, a affirmé hier, le directeur de l'organisation des marchés et des activités commerciales au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Ahmed Mokrani.

En tête de ces mesures figure la récente décision du président de la République relative au nouveau régime d'imposition appliqué pour cette catégorie qui sera soumise à un impôt de 5 % sur leurs bénéfices et non pas leur chiffre d'affaires.

Aps